



fr



Union européenne  
Politique régionale

# info regio

| N° 15 | Décembre 2004 |

panorama



## Le Fonds de solidarité

et la prévention des risques

# Sommaire

## «Open Days 2004» — Plaidoyer pour la politique de cohésion européenne

Organisées par le Comité des régions, la direction générale de la politique régionale et douze regroupements de représentations de régions et de villes, les journées portes ouvertes «Open Days 2004» ont rassemblé à Bruxelles plus de deux mille acteurs du développement régional.

L'occasion de réaffirmer la nécessité de disposer d'une politique de cohésion européenne.

4



## Séminaire de Rovaniemi: pour ne pas perdre le nord

Le deuxième séminaire «Régions compétitives: définir les meilleures pratiques» s'est tenu à Rovaniemi, en Laponie finlandaise.

6



## Le Fonds de solidarité et la prévention des risques

### L'Union fait la solidarité

Avec le Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE), qui tire son origine dans les inondations dramatiques de l'été 2002, l'Union européenne a voulu se doter d'un instrument lui permettant de manifester une solidarité financière avec ses États membres et les pays candidats à l'adhésion victimes de catastrophes exceptionnelles.

7



### Le Fonds de solidarité en Saxe (Allemagne) — Une réponse rapide et adaptée aux inondations d'août 2002

Le redressement rapide de la situation en Saxe, région fortement touchée par les inondations d'août 2002, illustre particulièrement bien l'objectif du Fonds de solidarité de l'Union européenne: faciliter la reconstruction des infrastructures techniques et sociales dans les plus brefs délais après une catastrophe.

14



### Témoignage: République tchèque

16

### Le FSUE en action: Malte, Autriche, France, Espagne

17

### Témoignage: Portugal

18

### Reportage: France — La relève du Gard

Frappé deux fois par de graves inondations, le département du Gard a bénéficié du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour réparer les importants dommages subis, remettre en état infrastructures et services sanitaires ou socio-éducatifs, mais aussi mieux protéger le territoire et mieux prévenir les risques. En tout, 115 opérations qui ont représenté un tour de force en matière de gestion pour respecter les courts délais impartis. Visite chez des pionniers du FSUE.

19



### Témoignage: Italie

22

### La prévention des risques, une priorité des Fonds structurels pour 2007-2013

Une approche globale et intégrée des risques s'impose au niveau de l'Union européenne.

23



### Interreg en action: Pays-Bas, Espace Atlantique, Mer du Nord, Espace Alpin

25

### Rapprocher les villes d'Europe

Le troisième sommet européen des villes a eu lieu à Noordwijk et à Leiden (Pays-Bas).

26



### REGIO & réseaux

27

### En ligne

28

Photos (pages): CEDRE (1, 25), Commission européenne (4, 6, 26, 27), porteurs de projets (7, 8), Préfecture de Provence-Alpes-Côte d'Azur (10, 17), European Space Agency (9), Istituto Nazionale di Fisica Nucleare (11), AEIDL (11, 20), Ministerstvo financí (11, 16) Dipartimento della protezione civile (12, 22), Sächsische Staatskanzlei (14), Malta's Planning & Priorities Co-ordination Division (17), Österreichisches Bundesministerium für Inneres (17), Parque Nacional marítimo-terrestre de las islas atlánticas de Galicia (17), Câmara Municipal de Monchique (18), Institution Mainténon (19), Rijkswaterstaat-Directie Oost Nederland (23), Bulgarian Ministry of Energy and Energy Resources (24), IRMA (25), Interreg IIIB North Sea Programme Secretariat (25), Università degli Studi di Trieste (25).

Couverture: opération de dépollution suite à la marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier Prestige.

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est imprimé en anglais et en français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 19 langues de l'Union européenne sur le site internet [http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm)

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.



## «Le “plus” de la politique de cohésion»

Le 22 novembre, j'ai pris mes fonctions de commissaire à la politique régionale, et c'est avec plaisir que j'introduis ce nouveau numéro d'*Inforegio Panorama*, «le magazine des acteurs du développement régional», car il participe de la mission d'information que je me suis assignée pour mon mandat.

Je considère en effet qu'il est politiquement essentiel d'expliquer l'action communautaire et de montrer la valeur ajoutée de la politique de cohésion — et ce, en toute transparence, dans un souci de dialogue avec tous les partenaires et au plus près du terrain.

Je crois que cet effort de communication sera facilité par le fait que la politique de cohésion représente certainement la présence la plus visible de l'Union sur le terrain. Sans elle, l'Union deviendrait essentiellement une entité abstraite, une «machine» à produire règlements ou directives. Et j'ai déjà pu constater que les régions de l'Union sont très sensibles à cet apport concret, additionnel, de la politique de cohésion dont elles sont les bénéficiaires — que ce soit pour rattraper leur retard de développement, favoriser leur reconversion industrielle ou encore promouvoir leur coopération mutuelle.

Personnellement, je porterai une attention permanente à ce que l'intervention communautaire soit conforme à l'idée que j'ai de la valeur ajoutée de l'Union, à savoir faire plus et mieux, en complément de l'intervention des États et des régions par un financement qui n'aurait pu exister sans l'Union. C'est ma responsabilité vis-à-vis des contribuables européens. Faire plus et faire mieux, c'est également l'apport de la politique régionale à une compétitivité et à une croissance accrues pour l'Union, dans le droit fil de l'agenda de Lisbonne.

Le dossier principal de cette édition d'*Inforegio Panorama* porte sur un aspect un peu méconnu — et pourtant non négligeable — de l'intervention européenne: la réponse solidaire aux catastrophes grâce au Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE) et la prévention des risques. Et, à cet égard, il me paraît important de souligner combien le FSUE, comme les Fonds structurels et le Fonds de cohésion, est un symbole tangible de la solidarité européenne, valeur fondatrice de la politique de cohésion qui unit et rapproche les citoyens de l'Union. Quant à la prévention des risques, déjà concrétisée par des projets, elle est pleinement intégrée dans les propositions législatives adoptées en juillet dernier par la Commission pour 2007-2013, propositions que j'ai soutenues et que j'aurai à cœur de défendre tout au long du débat interinstitutionnel en cours.

**Danuta Hübner,**  
membre de la Commission, chargée de la politique régionale



«Open Days 2004»

## Plaidoyer pour la politique de cohésion européenne



La ministre néerlandaise du commerce extérieur, Karien Van Gennip, avec Péter Balázs et Peter Straub à l'ouverture des Open Days 2004

**Organisées par le Comité des régions, la direction générale de la politique**

**régionale et douze regroupements de représentations de régions et de villes, les journées portes ouvertes «Open Days 2004» ont rassemblé à Bruxelles, du 27 au 30 septembre, plus de deux mille acteurs du développement régional. L'occasion de réaffirmer la nécessité de disposer d'une politique de cohésion européenne.**

Articulées autour de la gestion des Fonds structurels et de la politique de cohésion à venir, la manifestation a concerné une centaine de régions et de villes.

Dans sa présentation des «Open Days 2004», le 17 septembre, le commissaire Jacques Barrot déclarait: «2004 est une année cruciale pour la politique de cohésion de l'Union (...). Puissent ces journées portes ouvertes faciliter à l'échelle de l'Europe l'échange de bonnes pratiques visant à renforcer les capacités administratives et à alimenter des débats fondés sur la réalité concrète des régions de l'UE.»

Peter Straub, président du Comité des régions, affirmait pour sa part: «Nos régions et nos villes sont la sève de notre économie européenne: les affermir, c'est affermir l'économie européenne. Les «Open Days 2004» nous permettront de rappeler cette réalité aux États membres. Ce sera aussi l'occasion de mieux faire comprendre aux collectivités locales et régionales l'incidence concrète des réformes de la Commission. Nous pensons que ces réformes déboucheront sur un système de financement plus décentralisé, simplifié et efficace, dont la compétitivité européenne ne peut que sortir gagnante.»

Véritables «portes ouvertes du développement régional européen», les «Open Days 2004» ont consisté en plus de 70 séminaires et ateliers sur le thème de «La pratique et la réforme de la politique régionale» qui se sont déroulés dans différentes représentations bruxelloises de régions et villes d'Europe.

Trente ateliers étaient directement organisés par la direction générale de la politique régionale. Environ 600 acteurs de la politique régionale y ont participé alors que tous les ateliers affichaient déjà complets plus d'un mois avant la tenue de l'événement. Thème fédérateur: «Gérer le développement régional». Objectif: favoriser le transfert de savoir-faire entre «anciens» et «nouveaux» États membres en matière de Fonds structurels.

Soixante présentations d'experts provenant de toute l'Union européenne ont porté sur l'un ou l'autre des dix domaines suivants: la gestion des programmes et la sélection des projets; la gestion du Fonds de cohésion; la coopération entre régions; le développement urbain; les dimensions particulières du développement (les infrastructures, l'innovation, la recherche et développement, l'appui aux petites et moyennes entreprises); la mise en œuvre des partenariats régionaux; le suivi et l'évaluation des programmes; la gestion et le contrôle financiers; le renforcement de la capacité administrative; l'information et la transparence.

### Quand développement régional et politique de cohésion font la différence

Au-delà des contacts directs et des échanges de bonnes pratiques autour de ces différents thèmes, les «Open Days 2004» ont été l'occasion de réaffirmer l'absolue nécessité de disposer d'une politique de cohésion européenne. Le commissaire Péter Balázs y a consacré une grande partie de son discours d'ouverture, rappelant que la politique de cohésion avait largement contribué à diminuer les disparités de développement entre les différentes régions d'Europe et à réduire le retard des régions les moins favorisées.

«Près de deux régions de l'objectif n° 1 sur trois dans les pays de la cohésion <sup>(1)</sup> ont fortement rattrapé leur retard et largement dépassé le taux de croissance moyen des quinze anciens États membres. On peut dire la même chose de ces quatre mêmes pays à l'échelon national», a souligné le commissaire.

L'intervention des instruments structurels a dynamisé la croissance économique en augmentant la demande et en renforçant l'offre. On estime que le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce en 1999 a été 2,2 % supérieur en termes réels de ce qu'il aurait été sans cette inter-

(1) (NDLR): Grèce, Espagne, Portugal et, jusqu'en 2003 inclusivement, Irlande.

vention. On observe la même tendance en Espagne (1,4 %), en Irlande (2,8 %) et au Portugal (4,7 %). *«Cela a pu se faire grâce à l'accroissement du capital physique et humain de ces pays»*, a affirmé M. Balázs, insistant aussi sur le fait que *«la politique de cohésion n'est pas qu'une affaire de chiffres»*.

Le commissaire a rappelé que les interventions structurelles ont contribué à augmenter l'intégration en favorisant les échanges entre les pays de la cohésion et le reste de l'Union.

La restructuration et la diversification des anciennes zones industrielles ont également été facilitées par la politique de cohésion. Celle-ci a créé environ un demi-million d'emplois en dehors des régions les moins développées et c'est elle qui a financé la moitié des investissements nécessaires pour créer ces nouveaux emplois. Dans les zones de vieille industrialisation, le chômage a diminué de manière plus significative que dans le reste de l'Union. En même temps, quelque 300 000 petites et moyennes entreprises ont reçu une aide pour améliorer leurs modes de production, rechercher de nouveaux marchés et accéder à divers services, contribuant ainsi à améliorer la compétitivité des économies régionales concernées.

Environ 10 % du Fonds européen de développement régional (FEDER) sert à soutenir les infrastructures technologiques, les bâtiments et les équipements industriels, les universités et les centres de recherche. *«Investir dans la recherche, l'innovation et les transferts technologiques est la meilleure façon de créer de nouveaux emplois et de maintenir les emplois existants.»* Et Péter Balázs de citer plusieurs cas concrets: *«Grâce au centre de recherche "FORTH" à Héraklion, par exemple, la Crète s'est dotée d'une structure de classe mondiale en biotechnologie et science du laser. Les travaux entrepris par le centre de recherche en énergie solaire dans le parc scientifique de Gelsenkirchen en Allemagne ont récemment contribué à l'ouverture de la plus grande centrale solaire au monde. Une étude de Cambridge Econometrics portant sur les districts et réseaux d'entreprises technologiques financés par l'Union a montré que ceux-ci*

*avaient des effets sensibles sur la croissance et sur la compétitivité des territoires concernés.»*

La politique de cohésion a également contribué à améliorer la gouvernance en introduisant une culture d'évaluation dans les politiques publiques, en encourageant le partenariat entre les différents niveaux de gouvernement et les partenaires socio-économiques, et en améliorant les dispositifs de suivi. *«N'oublions pas que la politique de cohésion participe également à l'élaboration de la législation communautaire»*, a insisté le commissaire.

Une autre valeur ajoutée de la politique de cohésion, et non la moindre, est qu'elle pousse à mobiliser et à concentrer les ressources nationales publiques et privées sur les grandes priorités communautaires et sur les zones les moins favorisées. *«Chaque euro d'intervention structurelle induit en moyenne un autre euro dans les régions de l'objectif n° 1 et trois fois plus dans les régions de l'objectif n° 2.»*

Comme exemples remarquables de partenariat privé/public encourageant les investissements et l'implication du secteur privé, le commissaire a cité le pont Vasco de Gama au Portugal et l'autoroute de Drogheda en Irlande, conçus, construits, financés et opérés par le secteur privé, les coûts étant couverts dans le temps par les péages. Au Royaume-Uni, le Fonds spécial d'investissement du Merseyside utilise de nouvelles sources de capitaux pour accorder du capital participatif et des prêts à conditions avantageuses aux petites et moyennes entreprises (PME) de cette région de l'objectif n° 1. Enfin, grâce au projet «Octopus» en Finlande, un centre d'entreprise et d'innovation a été mis en place dans le cadre d'un partenariat public/privé avec la ville d'Oulu comme chef de file de la coopération. Dans tous ces cas, les Fonds et autres instruments structurels ont joué un rôle majeur pour la fixation des normes et le transfert de bonnes pratiques.

Pour en savoir plus:

[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/opendays/](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/opendays/)

## Une formule appréciée

**La Direction générale de la Politique régionale a fait procéder à une évaluation du programme de 30 ateliers qu'elle organisait durant les journées portes ouvertes «Open Days 2004».**

Le succès de la formule — les quelque 600 inscriptions aux ateliers l'ont bien montré — et la forte présence des nouveaux États membres (20 % des inscrits) montrent combien les acteurs du développement régional sont intéressés par ce type d'événement organisé sous forme d'ateliers favorisant les échanges d'expériences.

Ce constat est valable aussi bien pour les représentants des nouveaux que des anciens États membres. Pour de nombreuses personnes, ce type d'événement est la meilleure façon de collecter des informations utiles, d'établir de nouveaux contacts, de «voir ce qui se fait ailleurs».

Plusieurs éléments issus des différents entretiens menés au cours de l'enquête et de l'analyse des réponses des quelque 250 questionnaires d'évaluation collectés induisent un certain nombre de conclusions:

- > la plupart des répondants ont apprécié l'implication directe des régions dans l'organisation de ces journées portes ouvertes;
- > pour les nouveaux venus dans la politique régionale, ce genre d'événement est très utile pour se reconnaître et se situer. D'ailleurs, les contacts et les échanges de pratiques et d'exemples concrets sont particulièrement recherchés par les participants;
- > si le choix d'une seule langue de travail (l'anglais) et l'absence de traduction simultanée ont été critiqués, le respect du programme, l'organisation générale, le temps imparti aux questions et aux débats et la diversité des thèmes proposés ont été des points particulièrement appréciés par les personnes interviewées et les répondants au questionnaire d'évaluation en ligne. Les répondants ont jugé l'organisation des ateliers «bonne» et «très bonne» à 71 %, tandis que 90 % d'entre eux exprimaient leur souhait de voir l'événement se répéter.

Capitalisant sur le succès et les enseignements de 2004, on parle déjà d'un événement «Open Days 2005» mettant l'accent sur une thématique d'actualité.

«Régions compétitives: définir les meilleures pratiques»

## Séminaire de Rovaniemi: pour ne pas perdre le nord

**Du 13 au 15 octobre 2004, les autorités de gestion des programmes régionaux des objectifs n° 1 et n° 2 de six États membres (Danemark, Allemagne, Irlande, Finlande, Suède et Royaume-Uni) et les délégués d'autres pays se sont réunis à Rovaniemi, en Laponie finlandaise, pour le deuxième séminaire «Régions compétitives: définir les meilleures pratiques». Une occasion de constater que, si les voies du développement sont diverses, l'expérience acquise permet de fournir à toutes les régions une bonne boussole pour s'orienter.**

Capitale régionale de la Laponie finlandaise, la ville de Rovaniemi (35 000 habitants) est située sur le cercle polaire et connue par ailleurs comme la patrie du père Noël. Ce n'est toutefois pas à ce dernier, mais à l'échange de «bonnes pratiques», que croient fermement les quelque 170 délégués réunis à l'invitation du ministère finlandais de l'intérieur, du Conseil régional de Laponie et de la Commission européenne, organisateurs de ce séminaire.

Faisant fond sur le succès de la première rencontre du genre, en octobre 2003 à Sheffield (South Yorkshire, Royaume-Uni), l'initiative avait pour but de promouvoir l'échange d'expériences et la diffusion des bonnes pratiques entre autorités responsables de la mise en œuvre des programmes des objectifs n° 1 et n° 2 des Fonds structurels. Avec pour arrière-plan les orientations stratégiques des Conseils européens de Lisbonne et de Göteborg pour une économie européenne compétitive et durable.

Le programme comprenait trois sessions axées sur trois thèmes — «Compétitivité», «Coopération et compétitivité», «Développement durable» —, introduites chacune par un expert et consacrées à la présentation d'un total de dix projets aussi intéressants que variés, réalisés dans les six pays participants.



### Apprendre les uns des autres

Les projets présentés et les débats consécutifs ont fort bien illustré la diversité des régions d'Europe: il n'y a pas de modèle standard, chaque région est unique et doit donc trouver sa propre voie sur son propre terrain. Cela signifie qu'il s'agit moins, pour les régions, de s'imiter entre elles que d'apprendre les unes des autres. Si variés pourtant que puissent être les défis et les potentiels, la rencontre permet en même temps de conclure qu'il

existe souvent des solutions similaires voire communes aux problèmes.

### Les réseaux de la confiance

L'un des maîtres mots des débats a été le travail en réseau. Par-delà les frontières entre pays, entre administrations, entre secteurs d'activité ou la frontière public/privé, le développement des réseaux est clairement perçu comme un facteur essentiel de transfert et d'accroissement des connaissances. Un trait commun des projets présentés est qu'ils s'appuient tous sur un étroit partenariat public/privé.

Nombre d'intervenants ont également mis en lumière l'importance d'un bon climat de coopération, propice à la tolérance et à la confiance. Créer ce climat demande du temps, mais une fois la confiance acquise, bien des progrès peuvent être accomplis pour développer la compétitivité ou pour mettre sur pied de nouvelles entreprises.

### Des passerelles entre la recherche et les entreprises

Autre élément souvent mis en avant, le rôle important des programmes des Fonds structurels pour jeter des ponts entre la recherche et les entreprises et favoriser une approche multidisciplinaire. Plusieurs projets présentés lors du séminaire en ont fourni une excellente illustration.

En bref, la rencontre a permis de toucher du doigt le rôle de catalyseurs du changement et du développement exercé par les programmes régionaux. Très bien organisé et très apprécié par les participants, l'événement promet de susciter d'autres prises de contacts et un travail de réseau plus intense entre autorités responsables. Il a aussi été un moment fort pour les délégués des nouveaux et des futurs États membres. D'ores et déjà, le troisième séminaire sur les bonnes pratiques pour la compétitivité est prévu en 2005 en Saxe-Anhalt, en Allemagne.

Un recueil de 52 fiches résumant autant de projets dans les pays participants, diffusé à l'occasion de la rencontre de Rovaniemi, est disponible à l'adresse suivante:

[http://www.europa.eu.int/comm/regional\\_policy/newsroom/document/pdf/rovaniemi1004.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/newsroom/document/pdf/rovaniemi1004.pdf)



## L'Union fait la solidarité

Par Johannes Wachter <sup>(1)</sup>



Chaîne de solidarité lors des inondations de 2002 en Allemagne

**Avec le Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE), qui tire son origine dans les inondations dramatiques de l'été 2002, l'Union européenne a voulu se doter d'un instrument lui permettant de manifester une solidarité financière avec ses États membres et les pays candidats à l'adhésion victimes de catastrophes exceptionnelles.**

Au cours de l'été 2002, l'Europe centrale a subi des inondations d'une ampleur sans précédent qui ont perturbé les infrastructures socio-économiques de régions entières et endommagé le patrimoine culturel et naturel. Les dégâts directs en République tchèque, en Allemagne et en Autriche ainsi que, quelques semaines plus tard, dans le sud de la France étaient estimés à plus de 15 milliards d'euros au total.

Le 18 août 2002, lors d'un «sommet des inondations», qui réunit les dirigeants des pays affectés, la présidence danoise du Conseil et la Commission exprimèrent leur conviction commune qu'on

ne pouvait laisser ces pays réagir seuls à la catastrophe: une action de solidarité de l'Union européenne s'imposait. Dans les deux semaines qui suivirent, la Commission proposa dans une Communication la création d'un nouvel instrument spécifique pour faire face aux catastrophes majeures par la mobilisation rapide de ressources financières <sup>(2)</sup>. Y seraient éligibles les États membres comme les pays candidats faisant l'objet de négociations d'adhésion en cours.

Le Parlement européen et les États membres se déclaraient unanimement favorables à cette idée et partageaient la volonté de rendre le dispositif rapidement opérationnel afin de pouvoir le mobiliser avant la fin de l'année 2002.

### Le règlement du Conseil instituant le FSUE

En un temps record, moins de trois semaines après la publication de la communication, la Commission présentait sa proposition de création d'un «Fonds de solidarité de l'Union européenne» <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Administrateur principal, Commission européenne, direction générale de la politique régionale. Le présent article se fonde sur le «Rapport de la Commission — Fonds de solidarité de l'Union européenne — Rapport annuel 2002-2003 et bilan de l'expérience acquise en une année d'application du nouvel instrument», COM (2004) 397 final, adopté le 26 mai 2004.

<sup>(2)</sup> Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil — Réaction de la Communauté aux inondations en Autriche, en Allemagne et dans plusieurs pays candidats — Une initiative solidaire, COM (2002) 481 final.

<sup>(3)</sup> Proposition de règlement du Conseil instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne, COM(2002) 514 final du 18 septembre 2002.



Allemagne, été 2002: quand l'Elbe quitte son lit...

Le Conseil entama aussitôt l'examen de la proposition, qui fit apparaître deux grandes préoccupations: la volonté d'adopter et de mettre en œuvre rapidement le nouvel instrument, mais aussi, comme il ne doit être utilisé qu'en dernier recours, le souci de mettre en place des garanties pour éviter son usage fréquent. En conséquence, la proposition de la Commission était considérablement durcie sur un certain nombre de points.

Le 11 novembre 2002, le nouveau règlement <sup>(4)</sup> était adopté par le Conseil. Ses principaux éléments sont les suivants:

- > Le Fonds de solidarité de l'Union européenne intervient «principalement» pour des catastrophes naturelles majeures et couvre les États membres ainsi que les pays candidats avec lesquels des négociations d'adhésion sont en cours. La proposition initiale de la Commission incluait les catastrophes technologiques et écologiques mais le souci de ne pas entrer en conflit avec le principe du «pollueur payeur» et d'éviter que la partie responsable ne soit exonérée de sa responsabilité juridique pour les dommages causés a conduit à limiter le champ d'action.
- > Les catastrophes sont dites «majeures» si les dommages estimés dépassent un certain seuil fixé à 3 milliards d'euros (en prix 2002) ou 0,6 % du revenu national brut (RNB) du pays (la Commission avait initialement proposé 1 milliard ou 0,5 % du PIB). Ce double critère permet de tenir compte de la prospérité relative et de la puissance économique du pays

concerné (voir le tableau des seuils de mobilisation actuels en valeur absolue par pays).

Il faut remarquer, à cet égard, que seuls les dommages directs sont pris en compte par la Commission. Les dommages indirects résultant de pertes de revenus et de production, pour lesquels il n'existe pas de méthode d'évaluation comparable généralement acceptée, ne sont pas pris en considération.

> Exceptionnellement, il est possible de mobiliser le Fonds pour les catastrophes n'atteignant pas le seuil fixé pour les dommages:

1. lorsqu'une catastrophe majeure dans un pays touche également un pays voisin (quelle que soit l'ampleur des dommages dans ce dernier);
  2. les catastrophes régionales «hors du commun», qui sont soumises à des critères particulièrement stricts (voir ci-dessous). Toutefois, le législateur entend clairement en faire l'exception et demande à la Commission d'examiner de telles demandes «avec la plus grande rigueur». Précaution supplémentaire, le Conseil a limité le montant annuel total alloué pour ces subventions à 75 millions d'euros.
- > Les demandes doivent être présentées par le gouvernement national du pays touché (et non par des autorités régionales ou locales) et doivent être reçues par la Commission dans un délai de 10 semaines à compter de la date des premiers dégâts.

<sup>(4)</sup> Règlement (CE) n° 2002/2002 du Conseil, JO L 311 du 11.11.2002.



- > Les interventions du Fonds sont limitées aux dépenses publiques et peuvent uniquement servir à financer les actions de première urgence suivantes:
  - (a) remise en état de fonctionnement d'infrastructures (énergie, eau, transports, etc., mais aussi santé et enseignement);
  - (b) hébergement provisoire et services de secours;
  - (c) sécurisation des infrastructures de prévention et protection du patrimoine culturel;
  - (d) nettoyage des zones sinistrées, y compris les zones naturelles.
- > Sont exclus les dommages assurés ou assurables et les mesures purement préventives. Si la notion de non-assurabilité a été introduite dans le règlement, c'est essentiellement pour ne pas dévaloriser le principe du «pollueur payeur» et l'obligation de prendre suffisamment de mesures de précaution. En conséquence, les dommages privés, y compris aux entreprises, ne sont pas éligibles. Les biens publics, que la plupart des pays n'assurent généralement pas, restent cependant éligibles dans les limites susmentionnées.
- > Le FSUE est censé être aussi peu bureaucratique que possible. De ce fait, et contrairement aux Fonds structurels, il n'est prévu ni programmation, ni cofinancement, ni mécanisme détaillé de suivi ou de rapport. La mise en œuvre de l'aide, y compris la sélection des projets, est entièrement laissée à l'État bénéficiaire. Néanmoins, la Commission a décidé de procéder à des visites sur le terrain, qui permettent aux bénéficiaires de demander conseil s'ils en éprouvent le besoin



Photo satellite des incendies de 2003 au Portugal et en Espagne

mais aussi pour la Commission de s'assurer que le système de mise en œuvre est adéquat et que les progrès accomplis sont suffisants pour que l'on puisse espérer que la subvention soit entièrement utilisée dans l'année.

- > Cependant, la Commission et l'État bénéficiaire concluent un accord de mise en œuvre qui fixe des exigences minimales en ce qui concerne la répartition des responsabilités, le contrôle financier, etc., et définit les types d'actions éligibles prévues. Une fois l'accord signé, la Commission verse l'intégralité de la subvention et le bénéficiaire a un an pour l'utiliser. Ce délai de un an ne peut être prolongé.
- > Six mois après la fin de la mise en œuvre, l'État bénéficiaire présente à la Commission un rapport final démontrant l'utilisation correcte de la subvention. Les sommes inutilisées ou mal affectées sont remboursées. À la suite de quoi, la Commission clôt le dossier.

#### Seuils des catastrophes majeures par pays en 2004

Pays	Seuil (en millions d'euros)	Pays	Seuil (en millions d'euros)
Belgique	1 596,775	Royaume-Uni	3 066,255
Danemark	1 083,705	Bulgarie	99,563
Allemagne	3 066,255	Chypre	63,803
Grèce	849,027	Rép. tchèque	424,259
Espagne	3 066,255	Estonie	38,082
France	3 066,255	Hongrie	373,017
Irlande	634,065	Lituanie	87,039
Italie	3 066,255	Lettonie	55,426
Luxembourg	116,321	Malte	25,119
Pays-Bas	2 658,006	Pologne	1 212,140
Autriche	1 273,720	Roumanie	289,248
Portugal	757,625	Slovénie	132,975
Finlande	837,714	Slovaquie	152,626
Suède	1 518,971		

Les seuils applicables en 2004 correspondent à 0,6 % du RNB (chiffres de 2002) avec un maximum de 3 milliards en prix 2002, soit 3,066255 milliards d'euros.

#### Le financement de la solidarité

Un problème important soulevé par la création du Fonds de solidarité résidait dans la détermination d'un mode de financement approprié. Comme le budget communautaire, dans le cadre des perspectives financières 2000-2006, ne permet pas de rendre disponibles des ressources suffisantes de manière fiable, il a été décidé de mobiliser le FSUE en dehors du budget normal et de le doter de ressources additionnelles «fraîches». En termes de technique budgétaire, cela n'était possible que par la création d'un nouvel «instrument de flexibilité» et la révision de l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire entre le Conseil, le Parlement et la Commission. Sur cette base, le Fonds peut accorder des subventions à concurrence de 1 milliard d'euros par an. Toutefois, seul le montant jugé nécessaire pour chaque cas sera effectivement mobilisé tandis que les ressources inutilisées ne peuvent être transférées à l'exercice suivant.

Cela signifie que la Commission ne peut décider seule de mobiliser le FSUE. En effet, après l'examen approfondi de la demande, elle ne peut que proposer cette mobilisation, suite à quoi une procédure complète est requise pour adopter un budget rectificatif intégrant le montant jugé nécessaire. Ce n'est qu'après avoir obtenu le feu vert du Conseil et du Parlement que la Commission peut accorder la subvention.

Cette procédure, qui peut sembler lourde et prendre beaucoup de temps, a cependant le mérite d'associer pleinement le Parlement et le Conseil à chaque situation où il est fait appel à la solidarité européenne.

## Le montant de l'aide

Le règlement du Conseil ne contient pas de règle spécifique sur la manière de déterminer le montant de l'aide à accorder. Il inclut toutefois un certain nombre d'indications, en particulier la nécessité d'un traitement équitable de toutes les demandes. En outre, soucieuse de respecter les principes de transparence, de solidarité et de subsidiarité, la Commission a adopté un système progressif en deux tranches: un premier taux d'intervention (2,5 %) pour la part des dommages inférieure au seuil de «catastrophe majeure», auquel s'ajoute un taux plus élevé (6 %) pour la part des dommages dépassant le seuil. La même méthode est appliquée pour les catastrophes régionales hors du commun dont les dommages n'atteignent pas ce seuil, et l'aide accordée dans ce cas correspond donc à 2,5 % des dommages directs totaux.

Cette méthode permet l'octroi de plusieurs subventions par an, pour des catastrophes d'ampleur différente et affectant des pays n'ayant pas la même puissance économique. L'intensité de l'aide est également plus marquée pour les grandes catastrophes que pour les petites et varie selon la capacité du pays affecté à faire face à la situation avec ses propres moyens.



France: opération de nettoyage après les inondations du Rhône de décembre 2003

## Mise en œuvre du règlement

Jusqu'au mois de septembre 2004, la Commission a reçu un total assez surprenant de 17 demandes de mobilisation du Fonds de solidarité (voir le tableau).

Seules cinq de ces demandes ont été acceptées dans la catégorie «catastrophe majeure» (dommages supérieurs au seuil): les inondations en République tchèque, en Allemagne et en Autriche en 2002, les incendies de forêt au Portugal ainsi que les tempêtes et inondations à Malte en 2003. La demande relative aux intempéries hivernales subies par la Grèce n'a pas été jugée conforme à ce critère. Une demande, portant sur les feux de forêt qui ont frappé l'Espagne en 2003, a été acceptée au titre du critère du «pays voisin», alors que les dix autres demandes, c'est-à-dire la majorité des cas, relevaient de la catégorie «catas-

### Demandes de mobilisation du FSUE (novembre 2002-septembre 2004)

	Pays	Nature de la catastrophe	Ampleur	Aide accordée (en millions d'euros)
2002	Autriche	Inondations	Majeure	134
	Republique tchèque	Inondations	Majeure	129
	France	Inondations (Gard)	Régionale	21
	Allemagne	Inondations	Majeure	444
2003	Espagne	Marée noire ( <i>Prestige</i> )	Régionale	8,626
	Italie	Tremblement de terre (Molise/Pouilles)	Régionale	30,826
	Italie	Éruption volcanique (Etna)	Régionale	16,798
	Italie	Inondations (Italie du Nord)		Rejet
	Grèce	Intempéries hivernales		Rejet
	Portugal	Incendies de forêt	Majeure	48,539
	France	Incendies de forêt (sud de la France)		Rejet
	Espagne	Incendies de forêt (frontière portugaise)	Pays voisin	1,331
	Malte	Inondations	Majeure	0,961
	Italie	Inondations (Frioul-Vénétie Julienne)		Rejet
2004	France	Inondations	Régionale	19,625
	Espagne	Inondations (Málaga)		Rejet
	Espagne	Incendies de forêt		En cours
Total de l'aide accordée				854,706

trophe régionale». Une seule, le naufrage du pétrolier *Prestige*, n'était pas d'origine naturelle.

L'examen des demandes a montré que l'interprétation de certaines notions essentielles du règlement s'imposait pour qu'elles puissent s'appliquer dans la pratique. Dans son rapport publié en 2004 <sup>(5)</sup>, la Commission rend compte des divers problèmes rencontrés et décrit la méthode élaborée pour assurer un traitement équitable et cohérent des demandes.



Italie: l'Etna en éruption durant l'automne 2002

La plupart des difficultés ont trait aux demandes de mobilisation exceptionnelle du Fonds invoquant le critère de catastrophe régionale hors du commun, mobilisation qui est soumise à trois conditions: (1) la catastrophe doit être «principalement» naturelle; (2) la majeure partie de la population de la région doit être affectée; (3) des répercussions graves et durables sur les conditions de vie et la stabilité économique de la région doivent être prouvées.

En outre, le règlement souligne la nécessité d'accorder une attention particulière aux régions éloignées ou isolées.

Ces critères posent des problèmes spécifiques. En particulier, l'État demandeur doit fournir une indication précise de la région affectée et de la population qui y réside. Il doit démontrer que 50 % au moins des habitants ont subi un dommage personnel ou un préjudice grave résultant de la catastrophe. S'il n'est pas nécessaire de respecter les limites administratives (puisque les catastrophes ne le font pas), la région affectée doit néanmoins être contiguë. Le cumul d'événements géographiquement dispersés n'est pas accepté. De même, étant donné la raison d'être du FSUE, la zone ou la population touchée doit être importante dans le contexte national, ce qui exclut les événements purement locaux pour lesquels le critère de stabilité économique n'est pas significatif. L'impact négatif sur les conditions de vie, tel que l'hébergement provisoire prolongé, l'indisponibilité prolongée des infrastructures normales (eau, énergie, principales infrastructures de transport, télécommunications, etc.) et le risque durable pour la santé, doit être démontré et avoir une durée prévue guère inférieure à une année. Si l'éloignement ou l'isolation de la région n'est pas un critère en soi, les demandes

portant sur des régions plus centrales doivent néanmoins justifier de raisons particulièrement sérieuses.

Toutes ces conditions doivent être remplies pour que la catastrophe puisse être qualifiée de «hors du commun» car elle dépasse par sa nature, par l'ampleur des dégâts causés ou par son impact sur la région concernée ce à quoi l'on pourrait raisonnablement s'attendre. Entre décembre 2002 et septembre 2004, la Commission a jugé que seules six des demandes de ce type remplissaient ces critères et a en conséquence proposé la mobilisation du Fonds. Quatre autres ont été rejetées.



Reconstruction d'un pont dans la région de Pilsen (République tchèque)



Pont du Gard (France): au premier plan, mur de protection érigé avec l'aide du FSUE

<sup>(5)</sup> Voir note 1.



## Premières leçons

La raison qui a présidé à la création du Fonds de solidarité et le concept qui le sous-tend correspondent à la volonté de doter l'Union d'un instrument lui permettant de manifester une solidarité financière avec les États membres et les pays candidats victimes de catastrophes de proportions tellement inhabituelles que leur capacité à y faire face atteint ses limites. C'est dans ces circonstances — dans l'esprit du principe de subsidiarité — que les États membres ont accepté de mobiliser des ressources financières en dehors du budget communautaire normal.

Les cinq catastrophes majeures pour lesquelles le Fonds de solidarité a été mobilisé depuis 2002 ont illustré son efficacité et montré qu'il remplit sa fonction. Il reste que certaines améliorations administratives et une rationalisation de la procédure budgétaire permettraient un versement encore plus rapide des subventions.

Pour les cas n'entrant pas dans le champ d'application principal du Fonds, la conclusion doit être plus nuancée.

Les demandes de mobilisation du Fonds pour les catastrophes dont les dommages se situent *en dessous* du seuil des «catastrophes majeures» constituent la majorité et non l'exception; l'évaluation des critères spécifiques correspondants s'est révélée parfois difficile et génératrice de délais.

En dépit de ces faiblesses et de certaines critiques du Conseil sur le manque de rigueur dans l'application des critères, on peut conclure que, pour les cas exceptionnels également, le Fonds a généralement fonctionné de manière plutôt satisfaisante. Toutefois, les demandes récentes font apparaître une tendance à solliciter l'aide pour des catastrophes de petite ampleur malgré les indications claires concernant le champ d'action du

Fonds. Reste à savoir si cela aura des conséquences sur le plan législatif.

## Et demain?

Dans son rapport du 26 mai 2004, la Commission note qu'après moins de deux ans de mise en œuvre, il est encore trop tôt pour émettre un jugement définitif sur le fonctionnement du Fonds et proposer des modifications substantielles du règlement, en dépit des problèmes d'ores et déjà identifiés.

Par ailleurs, il apparaît de plus en plus clairement que le Fonds de solidarité et les divers instruments communautaires actuellement disponibles ne sont sans doute pas suffisants pour permettre à l'Union de réagir de manière appropriée à toutes les éventualités de crise majeure où une action à l'échelle européenne serait souhaitable. De telles situations pourraient être, par exemple, des attentats terroristes, des accidents technologiques majeurs ou des menaces sur la santé publique.

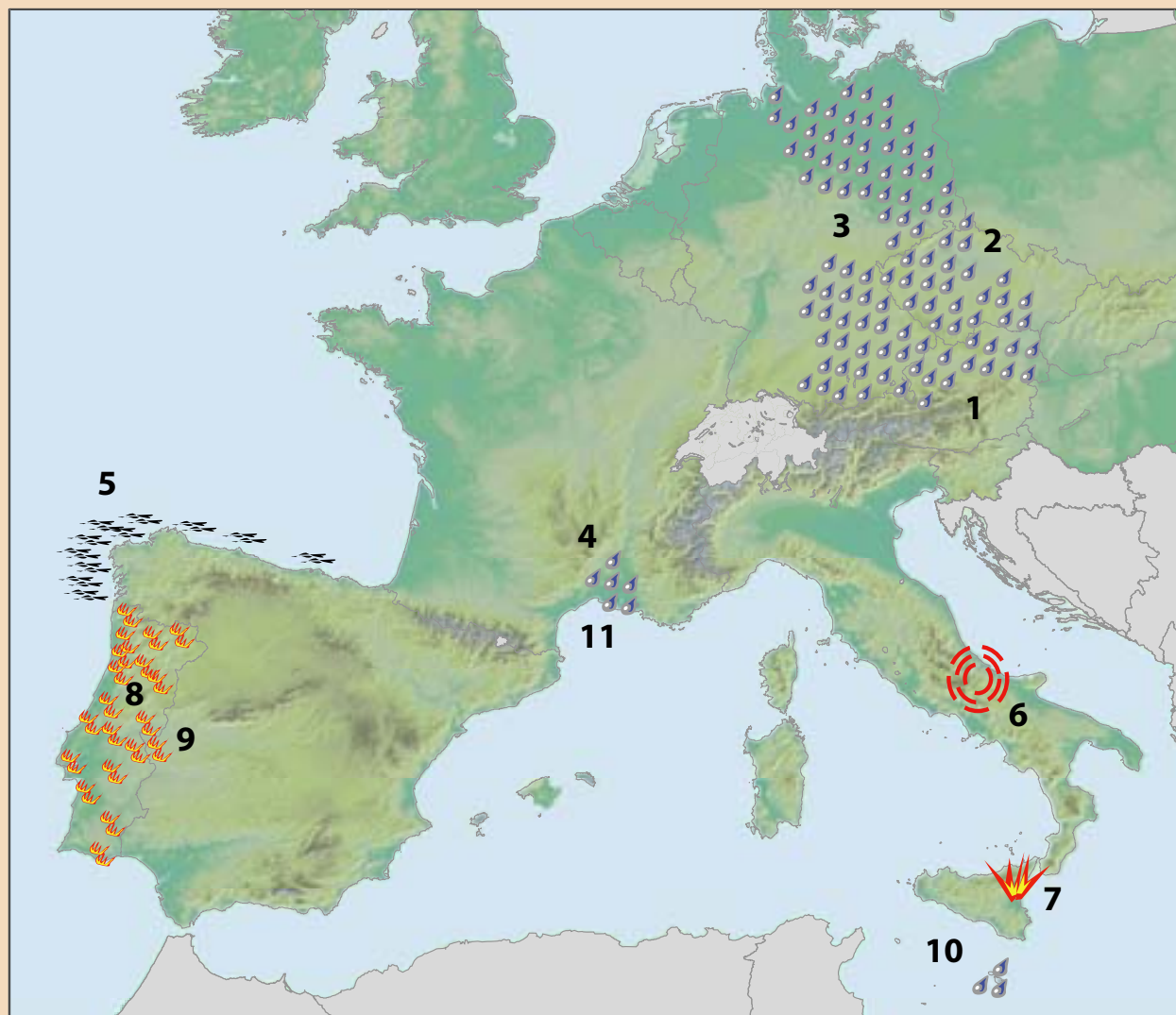
Ces réflexions ont amené la Commission à inclure dans sa communication sur les perspectives financières 2007-2013 <sup>(6)</sup> une proposition visant à regrouper les actions et instruments existant au niveau européen, ainsi qu'un certain nombre d'initiatives nouvelles ou complémentaires, au sein d'un dispositif de solidarité et de réaction rapide qui permettra une approche commune des situations d'urgence et fournira aux citoyens une réponse européenne en cas de catastrophe majeure. Il pourra également prévoir des fonds pour porter assistance aux victimes du terrorisme, satisfaire aux besoins de la protection civile et réagir aux crises de santé publique ainsi qu'aux conséquences d'autres catastrophes naturelles. Le chantier ne fait que commencer...



■ Groupe scolaire financé par le FSUE pour les sinistrés de San Giuliano di Puglia (Italie)

<sup>(6)</sup> Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen: Perspectives financières 2007-2013, COM(2004) 487 final du 14 juillet 2004.

## Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE)



### Mobilisation du FSUE entre novembre 2002 et septembre 2004

2002		Mio EUR	2003		Mio EUR	2004		Mio EUR
1. Autriche	Inondations	134,000	5. Espagne	Marée noire	8,626	11. France (Rhône)	Inondations	19,625
2. Rép. tchèque	Inondations	129,000	6. Italie	Tremblement de terre	30,826			
3. Allemagne	Inondations	444,000	7. Italie (Etna)	Éruption volcanique	16,798			
4. France (Gard)	Inondations	21,000	8. Portugal	Incendies	48,539			
			9. Espagne	Incendies	1,331			
			10. Malte	Inondations	0,961			

## Le Fonds de solidarité en Saxe (Allemagne)

# Une réponse rapide et adaptée aux inondations d'août 2002

par Ulrich Kraus <sup>(1)</sup>

**Le redressement rapide de la situation en Saxe, région fortement touchée par les inondations d'août 2002, illustre particulièrement bien l'objectif du Fonds de solidarité de l'Union européenne: faciliter la reconstruction des infrastructures techniques et sociales dans les plus brefs délais après une catastrophe.**



*La passerelle suspendue de Grimma avant et après l'intervention du FSUE*

Entre le 10 et le 19 août 2002, de très fortes précipitations, notamment dans le bassin supérieur de l'Elbe et de ses affluents, ont provoqué d'effroyables crues d'une ampleur dévastatrice jamais égalée jusqu'ici en Allemagne, et tout particulièrement dans le Land de Saxe. Le 12 août, d'énormes quantités d'eau atteignant par endroits plus de 400 ml par m<sup>2</sup> en l'espace de 24 heures ont fini par gonfler les affluents de l'Elbe traversant les monts Métallifères. De violents courants se sont alors frayé un chemin à travers les étroites vallées du massif, emportant tout sur leur passage. Ces premiers assauts diluviens ont été suivis, environ cinq jours plus tard, par une deuxième crue de l'Elbe qui, accumulant les énormes volumes d'eau déversés par ses nombreux affluents tchèques et allemands, a atteint, à Dresde, le 17 août, un record historique de 9,40 m — dépassant alors de quelque 70 cm le plus haut niveau des eaux enregistré jusque-là dans la capitale de la Saxe, ville la plus sévèrement touchée par les inondations.

La conséquence la plus dramatique de cette catastrophe demeure la mort, en Saxe, de vingt personnes emportées par les eaux. Deux tiers environ du Land ont été inondés. Quelque 25 000 habitations ont été endommagées, dont 400 entièrement détruites. À peu près 740 km de routes, 466 ponts et 20 % du réseau ferroviaire saxon ont été endommagés ou détruits. Plus ou moins 10 % des hôpitaux du Land ont dû être évacués à cause des inondations, qui ont également affecté 280 établissements sociaux: maisons de retraite, résidences pour handicapés, etc. Un grand nombre de monuments et d'édifices culturels, tels



que le célèbre Semperoper ou le Zwinger de Dresde, ont été gravement détériorés par les eaux. Enfin, près de 12 000 entreprises employant quelque 100 000 personnes ont subi des dégâts des eaux, ce qui a parfois durablement et fortement perturbé leurs activités.

Au total, plus de 100 000 dommages ont été recensés dans le Land de Saxe. Le montant des dégâts déclarés s'élève à environ 8,7 milliards d'euros dont, selon les critères des programmes d'aide mis en place, à peu près 6,7 milliards correspondent à des dommages éligibles à une indemnisation. Un milliard d'euros a été financé grâce à des prestations privées telles que les indemnisations par les compagnies d'assurances, plusieurs campagnes de dons ou encore les fonds propres des personnes sinistrées. Les quelque 5,75 milliards d'euros restants ont été pourvus par des deniers publics: un total d'environ 4,8 milliards d'euros a été alloué par le Fonds de solidarité de l'Union européenne et le fonds d'aide à la reconstruction de la République fédérale d'Allemagne. La Saxe et les communes sinistrées devront donc elles-mêmes fournir plus ou moins 950 millions d'euros — exclusivement pour les infrastructures endommagées — au cours des prochaines années afin d'effacer toute trace de la catastrophe.

<sup>(1)</sup> Chancellerie du Land de Saxe, directeur de la cellule de reconstruction.



Une cellule de reconstruction a été mise sur pied au cours même de la catastrophe, afin de coordonner les programmes d'aide nécessaires. Il s'agissait avant tout de s'occuper de la population des zones les plus touchées et de rétablir l'accessibilité de celles-ci par les routes. Pour ce faire, bon nombre de routes qui avaient été littéralement emportées par le courant de la crue, des ponts, des conduites d'eau et de gaz ont dû, dans un premier temps, être rétablis de façon provisoire.

Il importait aussi de déterminer correctement l'étendue des dégâts. Il a donc fallu convenir de critères communs susceptibles de servir de base à l'évaluation des dommages causés et à l'estimation des coûts d'une reconstruction durable. Seuls les dommages directement dus aux inondations, tels que la destruction d'habitations, d'entreprises ou d'infrastructures, ont été pris en considération lors de l'établissement du bilan du sinistre. Il n'a été tenu aucun compte des dommages indirects comme, par exemple, la perte de recettes accusée par une entreprise, dans la mesure où ceux-ci s'avèrent extrêmement difficiles à chiffrer. Le calcul des dommages directs a été confié à un large éventail d'experts recrutés dans l'ensemble de l'Allemagne et au-delà.

Le 11 décembre 2002, la Commission européenne décidait d'octroyer à l'Allemagne une aide de 444 millions d'euros au titre du FSUE afin de cofinancer les mesures d'aide d'urgence prises lors des inondations d'août 2002. L'accord pour l'application de cette décision a été signé dès le lendemain entre la Commission européenne et l'État membre.

Compte tenu de la structure fédérale de l'Allemagne, l'utilisation du financement FSUE relève à la fois de la compétence des autorités fédérales et des Länder concernés. Dans le Land de Saxe, trois niveaux administratifs différents ont pris part à la mise en œuvre du Fonds de solidarité, sous l'égide de la cellule de reconstruction au sein de la chancellerie de Saxe. La mission de ce service, qui a dirigé la coordination et l'organisation des aides financières entre les divers niveaux de compétence, a consisté essentiellement à :

- > régler les détails pratiques avec l'État fédéral et la Commission européenne;
- > définir les modalités procédurales;
- > résoudre les problèmes de mise en œuvre avec les départements spécifiques compétents et les services chargés de l'affectation des aides.

L'exécution de l'intervention a incombé aux différents ministères compétents. Leur tâche consistait principalement à concrétiser sur le plan technique les mesures financées et à assurer la mise en œuvre administrative et le contrôle de l'intervention du FSUE.

Un organisme indépendant relevant du ministère des finances de Saxe a attesté la bonne fin de l'intervention, après avoir vérifié que les bénéficiaires des subventions et les services chargés de leur octroi avaient bien utilisé les aides conformément aux objectifs fixés. La longue expérience acquise dans la gestion des Fonds structurels par les différents services concernés a permis de procéder à cet examen de façon très efficace.

Sur les 265 millions d'euros octroyés à la Saxe au titre du FSUE, environ 60 % ont contribué au financement de mesures de protection et de lutte contre les inondations au cours même de la catastrophe. Il s'agissait notamment de financer les interventions de secours. Le FSUE a également permis de couvrir les frais liés à l'évacuation et à l'hébergement provisoire des populations sinistrées, ainsi qu'à leur ravitaillement et à leur prise en charge médicale pendant et après la catastrophe. Enfin, le FSUE a financé des actions immédiates destinées à faire disparaître les dégâts causés par les eaux: nettoyage, déblaiement, évacuation des terres alluviales apportées par les eaux, autant d'actions indispensables pour une première remise en état des infrastructures détruites.

Les quelque 40 % restants de l'aide financière européenne investie en Saxe ont été alloués à des mesures immédiates visant à écarter tout danger imminent, à rétablir les infrastructures — tant routières et fluviales que sociales et sanitaires — entièrement détruites, et à protéger le patrimoine culturel. Les opérations de sauvetage menées sur la Theaterplatz de Dresde qui réunit des édifices aussi prestigieux que le Semperoper, le Zwinger et le palais Taschenberg, en sont un bon exemple. Dès le 12 août 2002, cette magnifique esplanade avait en effet été la proie des eaux de la Weißeritz qui l'ont submergée en un instant.

L'adoption extrêmement rapide — parfois au cours même de la catastrophe — des diverses mesures de protection, de déblaiement et de réparation, dont la majeure partie a été financée à l'aide du FSUE, a permis au Land de Saxe de stopper les dégâts engendrés par la crue. La diligence avec laquelle ont été exécutées les actions de déblaiement a empêché l'apparition de maladies. Cette promptitude a également permis, en quelques jours seulement, d'avoir à nouveau accès par les routes et autres chemins publics aux régions les plus sinistrées, principalement situées au cœur des vallées très encaissées des monts Métallifères sillonnés par les affluents de l'Elbe. Le raccordement au réseau public d'alimentation en eau et en gaz a été rétabli en l'espace de quelques semaines. Il a en outre été possible de faire disparaître en quelques mois les dommages constatés sur les édifices culturels et historiques qui, très vite, ont pu de nouveau accueillir le public.

Le gouvernement de Saxe s'était fixé pour objectif de remédier autant que possible aux dommages causés par les inondations d'août 2002 avant la fin de 2004. Les travaux de réparation devaient également viser une reconstruction durable, c'est-à-dire qui puisse réduire au minimum les dommages en cas de nouvelles inondations. La réglementation régionale comme, par exemple, la loi saxonne sur l'eau a elle-même été adaptée à cette fin. Aujourd'hui, deux ans après les terribles événements d'août 2002, on peut sans crainte affirmer que l'objectif sera atteint. Or, compte tenu de l'étendue des dégâts, une telle performance n'allait pas de soi. Le soutien apporté par le FSUE a assurément joué un rôle décisif, tant sur un plan matériel qu'en ce qui concerne la rapidité d'exécution des réparations. À cet égard, c'est surtout la règle qui impose de consommer le financement du FSUE dans un délai de un an qui a favorisé — en Saxe et ailleurs — la vitesse avec laquelle les mesures de reconstruction ont pu être mises en œuvre.

## République tchèque

# «La mise en œuvre du Fonds de solidarité de l'Union européenne en République tchèque»



**Dominika Heřtová**, directrice de programme, Centre de l'aide étrangère, Ministère des finances de la République tchèque

La République tchèque a connu, en août 2002, des conditions météorologiques extrêmes, en particulier des pluies torrentielles qui ont provoqué des crues dévastatrices. Neuf des quatorze régions du pays ont été touchées par les inondations. Dix-sept personnes ont perdu la vie et 200 000 ont dû être évacuées. En tout, c'est 6 % du territoire tchèque qui a été complètement inondé. Le coût total des dommages a été évalué à plus de 2,3 milliards d'euros.

Grâce à la Commission européenne qui a rapidement réagi à la catastrophe en instaurant le Fonds de solidarité de l'Union européenne, les régions tchèques sinistrées ont presque tout de suite pu bénéficier d'une aide de 129 millions d'euros accordée en décembre 2002. Sa répartition a été confiée au Centre de l'aide étrangère du ministère des finances. Mais ce sont les destinataires finaux (municipalités, régions et entités nationales diverses, associations, entreprises privées de production et distribution d'énergie...) qui ont été au premier chef responsables de l'estimation des coûts éligibles au FSUE.

L'aide a d'abord été affectée aux travaux urgents et à la restauration des infrastructures sanitaires, car il était impératif de couvrir les coûts liés au relogement provisoire des personnes évacuées et à la reprise de la fourniture d'eau et d'énergie. Dans les zones urbaines, les aides ont été concentrées sur le nettoyage et le séchage des bâtiments municipaux ainsi que sur l'évacuation de la boue et des déchets. Dans les zones rurales, les subsides ont financé les travaux de déblaiement et de réparation ainsi que le renforcement temporaire des berges de rivière.

Outre ces mesures d'urgence, une part importante de l'allocation du FSUE a été consacrée au renouvellement des infrastructures de transport, à commencer par les liaisons locales, les ponts, les trottoirs et les voies ferrées. Un soutien considérable a été accordé à la restauration des zones urbaines, ainsi qu'au traitement de l'eau potable et des eaux usées.

Comme la nature des dommages causés a été similaire dans toutes les régions affectées par les inondations en 2002, ces actions ont été effectuées dans chacune d'elles. Quelques actions spécifiques ont toutefois également fait l'objet d'une intervention du FSUE. Par exemple, un montant de 3 169 371 euros a été attribué aux opérations de sauvetage du mémorial de Terezin. Il s'agissait de protéger cet ensemble unique de fortifications, de nettoyer l'ancien système de drainage et d'y effectuer des réparations de base. De même, un montant de 466 099 euros a été destiné au sauvetage des archives

historiques et autres documents précieux affectés par les inondations. Après la catastrophe, les archives ont dû être immédiatement congelées afin d'éviter qu'elles ne s'abîment davantage. Les travaux de décongélation, de désinfection et de séchage ne pouvant être menés que progressivement, ils se sont révélés extrêmement coûteux. La contribution du FSUE a permis de couvrir une partie des dépenses liées à ces opérations.

Les dommages les plus graves causés par les inondations ont affecté la capitale du pays, Prague (centre historique inclus), et la région de Bohême centrale. La ville de Prague a reçu un montant total de 60 187 314,50 euros. Les fonds ont permis de financer des mesures concernant les logements et les infrastructures publiques de transport, en particulier pour le nettoyage et le séchage des stations de métro inondées. La majorité des montants alloués à la ville a été consacrée à la restauration du patrimoine culturel et à la santé. Les fonds restants ont été affectés à l'éducation, à la réhabilitation des espaces verts municipaux ainsi qu'au zoo de Prague. Une allocation spécifique a été prévue pour le nettoyage et la réparation du quartier de Karlin, le plus endommagé.

## Prévention

Les inondations d'août 2002 étaient de nature extrême. La période de retour de telles conditions pour les principaux cours d'eau affectés est estimée de 500 à 1 000 ans. Dans de tels cas, il est impossible de prendre des précautions suffisantes pour éviter complètement les dommages. Cependant, à la suite des inondations de 2002, les mesures en vigueur jusqu'ici ont été analysées. Les observations et recommandations résultant de ces analyses sont actuellement intégrées dans le système de protection contre les inondations aux niveaux national et régional. Par ailleurs, la possibilité pour les Fonds structurels de financer des mesures préventives contre les inondations a été prise en compte dans le Cadre communautaire d'appui pour la République tchèque et dans le Document unique de programmation pour la région de Prague.

La mise en œuvre du FSUE en République tchèque a été menée à terme en janvier 2004. La contribution du FSUE a joué un rôle considérable pour aider les régions tchèques à faire face aux conséquences des inondations d'août 2002. L'assistance a été perçue par tous les acteurs comme un exemple de solidarité et d'intervention rapide de la part de l'Union européenne.

**Contact:** Dominika.Hertova@mfcrcz

## MALTE

## Intervention à Malte et à Gozo



**Coût total:** 30 172 291 EUR

**Contribution UE:** 961 220 EUR

«De très fortes tempêtes accompagnées de pluie ont frappé l'archipel maltais entre le 15 et le 17 septembre 2003, causant des inondations et d'importants dégâts matériels. L'aide octroyée par l'Union européenne à travers le Fonds de solidarité contribue à défrayer les coûts liés aux mesures suivantes: nettoyage et réparation des conduites d'eau; remise en état du réseau de distribution d'énergie; réparation du réseau routier; travaux structurels pour la consolidation de certains bâtiments publics; excavation et évacuation des débris tombés dans les cours d'eau; opérations de secours; protection et restauration du patrimoine et des sites culturels.»

**Marlene Bonnici**, directrice générale, coordination de la planification et des priorités

[info.ppcd@gov.mt](mailto:info.ppcd@gov.mt)

<http://ppcd.gov.mt>

## AUTRICHE

## Remise en état des infrastructures



**Coût total:** 194 000 000 EUR

**Contribution UE:** 134 000 000 EUR

«Les inondations d'août 2002 ont provoqué de très importants dégâts sur les infrastructures publiques. Les dommages ont été estimés à 2,9 milliards d'euros. Les régions touchées ont surtout été la Haute-Autriche, la Basse-Autriche et le Land de Salzbourg. La contribution du Fonds de solidarité a été utilisée à 60 % pour réparer d'urgence les infrastructures de transport — voies ferrées, voies fluviales et routes. Environ 35 % ont servi à sécuriser les berges des cours d'eau. Le reste a contribué à financer le nettoyage des zones naturelles ainsi que des opérations de remise en état de l'approvisionnement en eau et en énergie, des télécommunications et des écoles.»

**Siegfried Jachs**, ministre autrichien de l'intérieur  
[siegfried.jachs@bmi.gv.at](mailto:siegfried.jachs@bmi.gv.at)

## FRANCE

## Rhône: aide aux sinistrés et prévention des inondations



**Coût total:** 870 000 000 EUR

**Contribution UE:** 19 625 000 EUR

«Le Fonds de solidarité de l'Union européenne a été accordé en urgence en mars 2004 pour couvrir la réparation des dommages non assurés résultant des inondations de décembre 2003 dans le delta du Rhône, dans les régions du Languedoc-Roussillon et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le fleuve avait alors atteint son niveau le plus élevé depuis que le débit du Rhône est mesuré. Dès sa réception en juin 2004, la contribution européenne a été utilisée pour la prise en charge de coûts des interventions d'urgence (aide aux sinistrés) et surtout pour la remise en état des ouvrages de protection contre les inondations, selon un plan cohérent et global qui vise à gérer les crues sur l'ensemble du bassin du Rhône, du lac Léman jusqu'à la mer Méditerranée. Ces travaux sont en cours et permettront de reconstituer les protections nécessaires pour affronter les risques de crues qui accompagnent le retour de l'hiver.»

**Frédéric Dohet**, secrétaire général adjoint aux affaires régionales, préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
[Frederic.DOHEt@paca.pref.gouv.fr](mailto:Frederic.DOHEt@paca.pref.gouv.fr)

## ESPAGNE

Dépollution à la suite de la marée noire du *Prestige*

**Coût total:** 12 600 000 EUR

**Contribution UE:** 8 626 000 EUR

«Le Parc national maritimo-terrestre des îles atlantiques de Galice comprend plusieurs archipels (Ons, Cies et Salvora) ainsi que les fonds marins de la plate-forme continentale qui les entoure. Ce milieu naturel extrêmement riche et diversifié, refuge de nombreux oiseaux et espèces sous-marines, a été directement frappé par la marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier *Prestige* en novembre 2002. Pour récupérer les hydrocarbures et nettoyer les zones affectées, a été mis en place un dispositif d'urgence qui a mobilisé tout le personnel du réseau des parcs nationaux espagnols. Environ 10 000 hectares de rivage et de fonds marins ont été nettoyés à la main. Des méthodes expérimentales, comme l'hydronettoyage et la biorestauration, ont été expérimentées puis étendues à l'ensemble du littoral affecté. Ces efforts ont été en quelque sorte récompensés par la Commission européenne qui décidait le 15 décembre 2003 de faire intervenir le Fonds de solidarité à hauteur de 8 626 000 euros.»

**Jesús Casas**, directeur de la planification et de la programmation technique, Office autonome des parcs nationaux  
[jesus.casas@oapn.mma.es](mailto:jesus.casas@oapn.mma.es)



## Portugal

# «Le FSUE face aux incendies de l'été 2003 à Monchique»

**Carlos Tuta**, président de la commune de Monchique, membre du Comité des régions



Monchique (5 400 habitants) diffère de la plupart des autres communes de l'Algarve en ce qu'elle ne possède pas de plages, mais bien un vaste espace forestier. Le territoire de la municipalité, où se trouve le point culminant du sud du Portugal, le mont Fóia (903 m), est aussi une

zone de montagne, qui représente un réel complément à l'offre touristique de l'Algarve. Comme dans toute la région, le tourisme est d'ailleurs la principale activité économique. D'autres ressources sont liées à l'élevage, surtout porcin, et à l'exploitation de la forêt, principalement d'eucalyptus.

Au cours de l'été 2003, la commune a été durement frappée par des incendies qui ont touché 82,5 % de son territoire et qui ont réduit en cendres des exploitations agricoles et forestières, des élevages ainsi que des habitations, des équipements et des infrastructures. L'inventaire des dégâts comprend 79 maisons ravagées, parmi lesquelles 44 résidences principales. Plusieurs installations d'élevage ont été détruites, souvent avec leur cheptel.

En ce qui concerne le patrimoine naturel, les incendies ont dévasté d'importantes plantations d'eucalyptus, de chênes-lièges, de pins, de châtaigniers, ainsi que de vastes zones de broussailles et d'arbousiers. Dans d'autres zones, les flammes ont surtout détruit des parcelles horticoles et fruiticoles.

La catastrophe a non seulement endommagé le patrimoine naturel et bâti de la commune, mais elle a aussi provoqué des effets à long terme très néfastes pour l'économie montagnarde de l'Algarve et le maintien de la population dans certains endroits.

Quant aux infrastructures publiques, de nombreux dommages ont été constatés, qu'il s'agisse des réseaux routier et hydrographique, de l'approvisionnement et du traitement des eaux, ou d'autres équipements. On note ainsi la destruction des panneaux de signalisation et de la signalétique horizontale sur les routes et les chemins touchés par les incendies, ainsi qu'un engorgement des rigoles, caniveaux et autres conduites d'eau encombrées par les embâcles.

Accès coupés, conduites d'eau et ouvrages hydrauliques bouchés, signalisation détériorée ou disparue, tout cela méritait l'attention de la commune qui est intervenue pour restaurer le cadre de vie des résidents et prévenir les risques futurs.

Ne disposant pas des fonds suffisants pour procéder à ces réparations, les autorités communales ont présenté leur candidature au Fonds de solidarité de l'Union européenne pour plusieurs projets de nettoyage et de débouchage des voies d'eau, pour la remise en état et le nettoyage des chemins agricoles et forestiers, la remise en place de la signalisation routière sur les principaux tronçons affectés, ainsi que pour la restauration des autres équipements publics endommagés.

L'ensemble des interventions proposées avait été estimé à un montant de 2 714 102,84 euros. Ces dernières ont toutes été approuvées. En octobre 2004, environ 60 % des travaux étaient achevés, les autres projets étant soit en phase d'adjudication, soit en début de chantier.

La concrétisation des actions financées par le FSUE permettra le retour à la vie normale pour les habitants, non seulement grâce à la réparation des dégâts matériels mais aussi parce que cette aide les encourage, d'une certaine façon, à tourner la page sur les conséquences de la catastrophe, en atténuant les difficultés et les pertes dont ils ont été les victimes.

**Contact:** [presidente@cm-monchique.pt](mailto:presidente@cm-monchique.pt)

**Internet:** <http://www.cm-monchique.pt>



France: le FSUE à point nommé face aux inondations

## La relève du Gard

Frappé deux fois par de graves inondations, le département du Gard a bénéficié du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour réparer les importants dommages subis, remettre en état infrastructures et services sanitaires ou socio-éducatifs, mais aussi mieux protéger le territoire et mieux prévenir les risques. En tout, 115 opérations qui ont représenté un tour de force en matière de gestion pour respecter les courts délais impartis. Visite chez des pionniers du FSUE.



À Sommières, les crues du Vidourle ont atteint le niveau du premier étage des immeubles

«Le FSUE, c'est un booster!» s'exclame Jean-Pierre Hugues. «21 millions d'euros injectés en huit mois, c'est quand même un sacré coup de pouce pour l'économie!» Et M. le préfet<sup>(1)</sup> sait de quoi il parle: en deux ans, il a dû à deux reprises coordonner la mise en œuvre du Fonds de solidarité dans son département.

Entre Massif central, Méditerranée et Rhône, traversé par d'impétueux cours d'eau, le département du Gard (Languedoc-Roussillon) est particulièrement sensible aux inondations. Les 8 et 9 septembre 2002, ce territoire a subi des crues torrentielles dues à ce que les météorologues français appellent un «épisode cévenol»: dans les montagnes des Cévennes, qui forment la ceinture nord du département, naissent de violents orages dont les eaux déferlent ensuite très rapidement vers les plaines côtières. Les pluies sont parfois si subites et si abondantes que ni le lit des rivières ni les digues construites au fil des siècles ne suffisent à contenir les énormes masses d'eau. Il s'agit d'un phénomène courant en

fin d'été mais, en septembre 2002, les précipitations ont atteint leur niveau le plus élevé depuis que des mesures existent, provoquant des inondations aux conséquences particulièrement dramatiques: 23 morts, 300 communes (sur 353) touchées à des degrés divers, des dégâts matériels estimés à 830 millions d'euros...

«C'est à Alès que j'ai compris pour la première fois l'importance vitale des communications», raconte Samuel Glairon-Rappaz du Bureau de l'aménagement du territoire et du développement local à la préfecture du Gard. «Voir au XXI<sup>e</sup> siècle, en France, une ville de 50 000 habitants complètement coupée du monde, c'est vraiment impressionnant!» De fait, à la suite du débordement aussi violent que soudain du Gardon qui a endommagé toutes les infrastructures de communication — routes et antennes GSM comprises — l'agglomération d'Alès est restée totalement isolée durant vingt-quatre heures.

<sup>(1)</sup> En France, l'État est représenté par un «préfet» dans chacun des 100 «départements» que compte le pays.

«C'est arrivé le 9 septembre à 6 h 30 du matin... Le Gardon a dépassé d'un mètre le parapet», se souvient François Saix, directeur de la clinique Bonnefon, établissement de 200 lits en plein centre d'Alès. «Une gigantesque vague d'eau a pénétré par le hall d'entrée, d'un seul coup! Et c'est heureux que ce soit arrivé à cette heure-là, au moment où aucun patient ne se trouvait dans le bloc opératoire qui était installé au sous-sol! Les malades n'auraient eu aucune chance... Les quelques membres du personnel qui étaient sur place à cet instant ont juste eu le temps de s'enfuir avant que l'eau n'engloutisse tout!»

Victime, quelques semaines après l'Allemagne, la République tchèque et l'Autriche, d'inondations catastrophiques, le Gard a fait partie du premier train des bénéficiaires du FSUE créé le 11 novembre 2002. Un mois plus tard jour pour jour, le 11 décembre 2002, la Commission européenne décidait d'octroyer à la France une aide de 21 millions d'euros au titre du FSUE, destinée au financement des actions d'urgence dans le Gard. En tout, ce sont 115 opérations qui ont été financées grâce au Fonds, pour des montants variant de deux mille à plus de deux millions d'euros.



Une unité modulaire accueillant le bloc opératoire a été installée sur le toit de la clinique Bonnefon

## Survie

Conformément aux dispositions réglementaires du FSUE, les crédits ont d'abord servi à la remise en fonction des infrastructures. Dans le Gard, la remise en marche des systèmes d'eau et de transport a mobilisé 4,5 millions d'euros, contre 6,3 millions pour les équipements de santé et d'enseignement.

À Alès, par exemple, la clinique Bonnefon comptabilisait 5,4 millions d'euros de dommages. Les assureurs ont pris en charge les quatre cinquièmes de la somme mais une perte de 1 million d'euros restait non indemnisée. L'octroi d'une aide de 783 382 euros du FSUE a donc été bienvenu. Un acompte immédiat de 15 %, dès le début de 2003, a permis de remettre en place les structures de soins dans des bâtiments provisoires et de relocaliser les services chirurgicaux, dont le bloc opératoire, aux étages.

Le Fonds de solidarité complète les autres aides publiques, pallie les carences des indemnisations privées mais fournit aussi ces petits «plus» qui font la différence, notamment en termes de prévention. «Les 311 000 euros du FSUE nous ont permis de réparer rapidement les dégâts mais aussi de prendre des mesures préventives, comme l'installation de panneaux d'étanchéité ou d'un dispositif garantissant le fonctionnement des groupes électrogènes», souligne Jean-Louis Tetu, directeur

adjoint du centre hospitalier d'Alès (600 lits), lui aussi fortement touché par les inondations. «Autant d'investissements que nous n'aurions pas pu faire sans le Fonds», insiste Michel Gil, le directeur financier de cet hôpital qui dessert une population de 120 000 personnes.

Le secteur de l'enseignement a reçu, quant à lui, 2,8 millions d'euros. Les crèches, écoles, collèges, lycées et autres établissements socio-éducatifs ayant bénéficié du Fonds de solidarité dans le Gard ne se comptent plus. À Bagnols, par exemple, l'institut médico-éducatif «Les Hamelines» a reçu près de 270 000 euros pour remettre en état ses locaux en grande partie inondés par la crue de la Cèze. «Sans l'intervention de l'Europe, nous aurions dû fermer définitivement ce magnifique endroit et nous relocaliser ailleurs, Dieu seul sait où et quand», affirment en chœur Yves Abad et Jean-Claude Tichadou, respectivement directeur et président de ce centre pour jeunes en grande difficulté.

À rencontrer les bénéficiaires sur le terrain, on comprend vite que le Fonds de solidarité permet de sauver des structures aussi utiles que nécessaires mais dont les moyens financiers ne leur permettraient pas de survivre à une telle catastrophe. Sans le FSUE, des années de travail associatif, par exemple, seraient réduites à néant. Loin d'être une sorte de «fonds humanitaire pour riches» comme on pourrait le penser, le Fonds de solidarité est un véritable outil de redéveloppement.

## Pont du Gard

«Sans le FSUE, le pont serait resté longtemps dans l'état où le Gardon l'avait laissé», affirme Bernard Pouverel, directeur de la structure gestionnaire du pont du Gard. «On aurait paré au plus pressé, l'ouvrage serait resté fragile, alors que des inondations vont inmanquablement se reproduire.» Pour le quatrième site archéologique le plus fréquenté de France (1,4 million de visiteurs par an), on n'a pas lésiné sur les moyens: avec 2,2 millions d'euros investis, c'est individuellement l'opération la plus ambitieuse du Fonds de solidarité dans le Gard.

Haut lieu patrimonial d'envergure internationale, but de promenade et de baignade pour la population locale, le site du plus haut pont aqueduc romain connu fait l'objet d'une importante mise en valeur: 9,833 millions d'euros fournis par le Fonds européen de développement régional ont permis à la fois de valoriser et de mieux protéger le site en le dotant d'un musée, d'une cafétéria et d'une zone commerciale «contrôlée», tout en aménageant des aires de stationnement à l'écart. «Et juste au moment où tout ceci commençait à fonctionner, voilà que le Gardon se met à faire des siennes et à emporter les rives!» déplore Bernard Pouverel.

Le Fonds de solidarité est donc intervenu essentiellement sur deux axes: 1,36 million d'euros ont servi à endiguer le Gardon sur une distance de 400 mètres et 840 000 euros ont été investis dans une aire de loisirs consolidée qui remplace les anciennes terrasses emportées par le fleuve. «Il fallait battre le fer tant qu'il était chaud, poursuit le directeur. Après, il aurait été difficile de trouver rapidement 1,3 million d'euros pour reconstruire le mur d'endiguement. Ce qui tombait bien aussi, si je puis dire, c'est que les équipes de chantier étaient encore sur place, en train



*de finaliser les aménagements financés avec le FEDER. De plus, le FSUE a accéléré les opérations de nettoyage.»*

La sécurisation des infrastructures de prévention et la «protection immédiate du patrimoine culturel» sont un autre volet essentiel du Fonds. Dans le Gard, l'enlèvement des embâcles et le nettoyage du lit majeur des cours d'eau a mobilisé 5 millions d'euros, alors que 2,1 millions allaient à la réhabilitation et à l'aménagement — de manière écologique — de digues et de barrages. À cet effet, la présence de «syndicats intercommunaux de bassin» chargés de gérer toute la problématique des cours d'eau d'un même bassin versant a grandement facilité la mise en œuvre de cet axe du FSUE.

## Laboratoire

*«On peut dire que le FSUE a bénéficié à deux catégories d'intervenants», affirme Chantal Dumontel, directrice des actions de l'État à la préfecture du Gard, «les bénéficiaires finaux "officiels" bien sûr, mais aussi tous les services de l'État, obligés d'être originaux pour assurer de la souplesse dans la gestion et même parfois révolutionner les pratiques. À cet égard, le Fonds de solidarité a été un laboratoire de bonnes pratiques.»*

Mis à disposition le 26 décembre 2002, les 21 millions d'euros de crédits FSUE pour le Gard ont été consommés dans leur intégralité entre mars et décembre 2003, conformément à l'obligation d'utiliser les aides FSUE à l'intérieur d'une seule et même année budgétaire. Ce très court délai de gestion exige une grande réactivité et des partenariats efficaces. Le FSUE a donc forcé les différents intervenants publics (État, Région, Conseil général, communes), mais aussi les maîtres d'ouvrage et les entrepreneurs privés concernés, à collaborer très étroitement.

La réparation «à l'identique» du pont Saint-Nicolas, à une dizaine de kilomètres en amont du pont du Gard, est un exemple remarquable des synergies qu'a en quelque sorte imposées la mise en œuvre du Fonds de solidarité. Malgré ses arches de 19 mètres de haut, ce pont du XIII<sup>e</sup> siècle qui enjambe les gorges du Gardon a été submergé de 2,70 mètres en septembre 2002, les eaux du fleuve ayant atteint à cet endroit près de 22 mètres de hauteur! Toute la partie supérieure du pont a été détruite. S'agissant d'un pont routier stratégique et d'un lieu très symbolique pour la population du Gard, il fut décidé de réparer le pont en respectant ce patrimoine inestimable. *«Nous hésitions à utiliser le FSUE à cause de la contrainte de temps»,* précise Michel Ravet, chef du Bureau de l'aménagement du territoire et du développement local à la préfecture du Gard. *«Il fallait que tout soit terminé avant novembre 2003, huit mois tout au plus. C'était un vrai pari et nous l'avons gagné.»* En cinq mois, en effet, le pont Saint-Nicolas a vu tous ses financeurs, protecteurs et entrepreneurs se consulter, négocier, accorder le marché et mener à bien un chantier où *«des centaines de pierres ont dû être taillées sur mesure car aucune n'avait les mêmes dimensions»*, souligne, plans à l'appui, l'ingénieur Claude Cap chargé de diriger les travaux.



Le pont Saint-Nicolas détruit par le Gardon (ci-dessus) et reconstruit à l'identique (ci-dessous)



## «Plan Marshall»

*«Nous avons choisi des porteurs de projets ayant capacité à consommer les crédits en un an»,* explique le préfet Jean-Pierre Hugues. *«Ensuite, nous avons fonctionné en "guichet unique" et adopté une méthode de gestion très partenariale, basée sur une cellule de reconstruction, des comités de programmation hebdomadaires, des comités de suivi mensuels... Ce qui a facilité les choses, c'est que les règles du FSUE sont beaucoup plus simples et plus souples que celles du FEDER. Le côté "plan Marshall" du FSUE est très efficace. Enfin, avoir un délai très court, avec une date butoir, est particulièrement motivant pour mobiliser les énergies au maximum.»*

En décembre 2003, le Gard a été de nouveau frappé par des inondations mais très différentes celles-là, puisqu'il s'agissait de crues du Rhône. Le fleuve a débordé pendant une quinzaine de jours aux confins des départements du Gard, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. Vingt-six communes ont été touchées. La bonne gestion des crédits FSUE 2002 n'a certainement pas nui à l'octroi en 2003, à la suite de cette deuxième vague d'inondations, d'une nouvelle aide de 19,626 millions d'euros, à répartir entre les trois départements.

*«Nous ne serons pas des abonnés du Fonds de solidarité»,* insiste le préfet. *«La contrepartie à l'aide précieuse de l'Europe, c'est la prévention des risques et c'est d'abord une question d'aménagement du territoire et de développement durable: il faut par exemple encourager les gens à se réinstaller dans les centres-bourgs plutôt que de poursuivre sur la voie des lotissements. C'est difficile à faire accepter. Le fait que toute demande de permis pour une nouvelle construction se voit désormais refusée dès qu'une inondation de plus de 50 cm est possible n'est pas une mesure particulièrement populaire, mais on y arrive...»*

Italie

## «Le Fonds de solidarité pour surmonter le terrible tremblement de terre de 2002»

Corrado Seller, directeur général, Protection civile italienne



Les 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 2002, les régions de la Molise et des Pouilles, dans le sud de l'Italie, ont subi une série de secousses sismiques atteignant une magnitude de

5,4 sur l'échelle de Richter. Ces secousses ont frappé de nombreuses communes des provinces de Campobasso et de Foggia, et mis en difficulté une grande partie des habitants. La plupart des endroits situés à l'intérieur de la vaste zone du tremblement de terre ont subi d'importants dégâts matériels. Le secteur de San Giuliano di Puglia a été le plus atteint, les secousses ayant entièrement détruit la petite ville et l'effondrement d'un établissement scolaire ayant causé la mort de 27 jeunes élèves et d'un enseignant.

La catastrophe a bien entendu nécessité l'intervention immédiate de toutes les unités de la Protection civile présentes sur le territoire italien. Quelque 5 000 hommes — pompiers, policiers, militaires et secouristes bénévoles — se sont mobilisés pour répondre à une situation dramatique, aggravée par les difficultés d'accès et les mauvaises conditions climatiques.

La fin du tremblement de terre a laissé la place à un spectacle de désolation. Quelque 12 000 personnes ont dû être évacuées et réinstallées en toute hâte dans 49 campements de fortune: 2 737 tentes, 518 caravanes et

14 services de distribution de repas ont été mis en place. Mais au-delà de ces mesures de première urgence, il est rapidement apparu que le grand nombre de gens ayant perdu leur domicile et incapables de se reloger par leurs propres moyens exigeait l'installation d'habitations temporaires pouvant permettre aux sinistrés de retrouver des conditions de vie à peu près normales jusqu'à la fin des travaux de reconstruction.

Il fallut donc chercher des lieux adéquats pour installer ces logements provisoires. Il s'est révélé indispensable, par exemple, de déplacer la majorité des habitants de San Giuliano di Puglia sur une petite colline située à quelques kilomètres de la ville. Le choix du site résulte d'un compromis entre sécurité et nécessaire rétablissement des liens socio-économiques. Ont été aménagés écoles, commerces, bureaux, église, parallèlement à l'installation de logements pouvant abriter un millier de résidents. Un village fait de chalets en bois a ainsi vu le jour, en attendant que San Giuliano di Puglia soit reconstruit.

Le coût total des dégâts causés par le tremblement de terre de 2002 est estimé à 1 500 millions d'euros. Le 8 décembre 2003, la Commission européenne a accordé, au titre du Fonds de solidarité, une aide d'environ 31 millions d'euros pour la Molise et les Pouilles. Environ 9 millions d'euros étaient destinés à la remise en état immédiate des infrastructures et des équipements nécessaires à la distribution d'électricité, à l'approvisionnement en eau et à l'évacuation des eaux usées, aux télécommunications, aux transports, aux services sanitaires et aux établissements d'enseignement. 11 millions d'euros ont été affectés à la construction des logements provisoires et à l'organisation de services d'urgence à l'intention de la population des zones sinistrées. Enfin, un troisième volet de financement avoisinant les 11 millions d'euros a été utilisé pour la mise en œuvre de multiples actions destinées à garantir la sécurité des infrastructures et la protection du patrimoine culturel. Celui-ci a été considérablement endommagé, le séisme ayant défiguré une grande partie des églises, des monuments et des édifices historiques dont regorgent la Molise et les Pouilles.

Une grande part de l'aide communautaire est à présent consommée et la réalisation des activités prévues est bien avancée, mais il convient de souligner l'importance qu'a eue l'intervention financière de l'Union européenne et le rôle clé joué par le Fonds de solidarité.

Contact: [corrado.seller@protezionecivile.it](mailto:corrado.seller@protezionecivile.it)



Des logements provisoires pour les sinistrés

# La prévention des risques, une priorité des Fonds structurels pour 2007-2013

Une approche globale et intégrée des risques s'impose au niveau de l'Union européenne.



Dans le cadre d'Interreg III B, le projet SDF soutient la prévention des crues du Rhin



Sept millions de personnes touchées et 60 milliards d'euros en pertes assurées: tel est le bilan des catastrophes naturelles et technologiques en Europe, entre 1998 et 2002, dans les 31 États membres de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Pour l'avenir, la situation devrait encore se détériorer. Les compagnies d'assurances prédisent que le coût des seules catastrophes naturelles atteindra 150 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie.

L'impact des catastrophes de ces dernières années sur le tissu économique des régions affectées dépasse la capacité des mécanismes d'indemnisation existants. Les efforts entrepris dans les États membres, parfois avec le soutien des Fonds structurels, pour redynamiser leur économie ou réhabiliter leurs territoires, risquent d'être ainsi anéantis. De plus, une catastrophe naturelle ou technologique touche souvent plus d'un État. Au vu de ces éléments, une approche globale et intégrée des risques s'impose au niveau de l'Union européenne.

La prévention comprend différents types d'actions: des mesures d'atténuation du risque, qui visent à corriger la cause du risque à la source (par exemple, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, l'obligation de construire en zone non inondable...), et des mesures d'adaptation pour «vivre avec le risque» (par exemple, adaptation des règles de construction, réalisation de barrages ou de digues). La politique de cohésion européenne, ainsi que les politiques communautaires en faveur de l'environnement, du développement rural, des transports ou de la recherche financent ces deux types d'actions.

À travers ses programmes de recherche successifs, la Commission soutient également des actions permettant d'améliorer la connaissance des risques. Des mesures relatives aux risques naturels ou technologiques sont par ailleurs inscrites dans de nombreuses directives et autres dispositions réglementaires communautaires.

## La prévention des risques: d'une possibilité de financement à une priorité

De nombreuses actions en matière de prévention des risques sont financées dans le cadre de la politique de cohésion actuelle. Des actions de prévention sont directement prévues dans le règlement «FEOGA» <sup>(1)</sup> et dans la communication de la Commission relative à l'initiative communautaire de coopération transeuropéenne Interreg III <sup>(2)</sup>.

À la suite des catastrophes qui ont touché plusieurs États membres de l'Union en 2002, la Commission a recommandé, dans ses orientations indicatives révisées établissant ses priorités pour la mise en œuvre des Fonds structurels <sup>(3)</sup>, que les actions en faveur de la prévention des risques puissent être financées dans le cadre de la révision à mi-parcours des programmes en 2004 et de l'allocation de la réserve de performance au titre de laquelle ont été répartis 8,246 milliards d'euros en faveur des programmes les plus performants.

La proposition de règlement concernant le Fonds européen de développement régional adoptée par la Commission à la mi-juillet 2004 prévoit que la prévention des risques sera l'une des trois priorités de la période 2007-2013. Le règlement relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ainsi que le Fonds européen pour la pêche incluent également des dispositions en matière de risques (voir le tableau ci-après).

## Définir des zones pertinentes

Les territoires bénéficiant de l'intervention des Fonds, déterminés en fonction de critères socio-économiques pour la période actuelle, ne sont pas toujours pertinents pour des actions de prévention. La proposition de règlement FEDER prévoit que le choix des zones éligibles relèvera de l'État membre.

<sup>(1)</sup> Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999.

<sup>(2)</sup> Document C(2000) 1101 du 28 avril 2000.

<sup>(3)</sup> COM(2003) 499 final du 25 août 2003.



Pour ce qui est du FEADER, les mesures de prévention des incendies relèveront de zones classées à risque par l'État membre. La désignation par l'État de zones propices au reboisement est également prévue.

La proposition d'un taux d'intervention plus élevé pour les territoires qui souffrent de handicaps naturels devrait faciliter des actions de prévention dans ces zones où les difficultés de financement ne permettent pas toujours de mettre en place des actions efficaces pour la prévention de certains risques comme les incendies ou les avalanches.

### Anticiper la réflexion sur les stratégies à adopter

Les propositions de règlements pour la période 2007-2013 devaient être adoptées au cours de l'année 2005. Une réflexion, en amont, dans les États membres sur la délimitation des zones géographiques pertinentes ainsi que sur la concentration thématique, géographique et financière sera un élément déterminant du succès des stratégies mises en place.

L'établissement de ces stratégies devra prendre en compte les risques naturels et technologiques, en particulier dans les régions les plus exposées. Des outils permettant de prendre en considération tous les impacts — humains, monétaires, environnementaux — seront indispensables pour établir des stratégies efficaces d'adaptation et d'atténuation des risques.

En matière de prévention des risques, la politique de cohésion permet à la solidarité de s'exercer doublement. Elle apporte non seulement une **aide financière aux régions les plus défavorisées** de l'Union mais également aux autres régions dont la compétitivité doit être soutenue, pour que les efforts de développement y soient **durables**. Par ailleurs, l'action — ou l'inaction — de certaines régions risquant d'anéantir les efforts de développement des autres, le soutien de la **coopération régionale** permet de renforcer la solidarité entre ces régions. En concentrant ses efforts sur la prévention des risques, la politique de cohésion communautaire permet aux politiques en faveur de l'environnement, des transports et du développement rural de s'exprimer plus fortement dans ce domaine, au niveau des régions des 25 États membres.



Qualité de l'air: le programme ISPA finance la réduction des émissions polluantes de la centrale de Maritsa Est II en Bulgarie

### Politique de cohésion et prévention des risques

	Période 2000-2006	Période 2007-2013
<b>Développement régional</b>	<p><b>Orientations stratégiques révisées:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; réalisation d'études géologiques ou de stabilisation;</li> <li>&gt; plans de prévention des risques naturels.</li> </ul> <p><b>Interreg III:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; orientations et planifications communes pour l'aménagement et la gestion des zones frontalières;</li> <li>&gt; mise en valeur, développement durable et conservation des ressources forestières transfrontalières; prévention de catastrophes;</li> <li>&gt; élaboration de stratégies conjointes de gestion des risques.</li> </ul>	<p><b>Objectifs «Convergence» et «Compétitivité»:</b></p> <p>Plans visant à prévenir et à gérer les risques naturels et technologiques.</p> <p><b>Objectif «Coopération territoriale»</b></p> <p>Thèmes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; promotion de la sécurité maritime;</li> <li>&gt; protection contre les inondations et protection des eaux maritimes intérieures;</li> <li>&gt; prévention et protection contre l'érosion, les tremblements de terre et les avalanches.</li> </ul> <p>Actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; fourniture d'équipements;</li> <li>&gt; développement d'infrastructures;</li> <li>&gt; conception et mise en œuvre de plans d'assistance transnationaux;</li> <li>&gt; systèmes de cartographie des risques;</li> <li>&gt; élaboration d'instruments communs pour la prévention, le suivi et la lutte contre les risques.</li> </ul>
<b>Développement rural</b>	<p><b>FEOGA</b></p> <p><b>Prévention et réparation des risques naturels et des incendies de forêt</b> touchant la production agricole ou sylvicole.</p>	<p><b>FEADER</b></p> <p><b>Prévention et réparation des risques naturels et des incendies de forêt</b> touchant la production agricole ou sylvicole.</p> <p><b>Développement des ressources sylvicoles et amélioration de leur qualité:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; premier boisement des terres agricoles et non agricoles;</li> <li>&gt; renforcement du rôle protecteur des forêts en matière de lutte contre l'érosion des sols;</li> <li>&gt; gestion des ressources hydrauliques et de la qualité des eaux.</li> </ul>
<b>Politique de la pêche</b>		<p><b>Reconstitution</b> du potentiel de production du secteur de la pêche endommagé par des catastrophes naturelles ou industrielles.</p>

## PAYS-BAS

## Élargissement du lit du Rhin



**Coût total:** 6 591 385 EUR  
**Contribution UE:** 2 962 986 EUR

«IRMA, le programme de prévention des inondations pour les bassins du Rhin et de la Meuse, a soutenu entre 1997 et 2003 de nombreux projets souvent innovants. Le déplacement de la digue de Bakenhof près d'Arnhem est un bon exemple de l'approche intégrée d'IRMA. Il s'agissait d'élargir de 200 mètres le lit du Rhin sur plusieurs kilomètres, ce qui a d'abord nécessité de relocaliser un ensemble de jardins ouvriers. Un canal d'écoulement a ensuite été creusé le long du lit majeur du fleuve qui, ainsi élargi, est devenu un nouvel espace de nature et de détente pour la population locale. L'opération, qui a conjugué aménagement paysager et gestion des eaux d'écoulement dans un milieu très urbanisé, a permis de faire baisser de 7 centimètres le niveau maximal pouvant être atteint par le Rhin à cet endroit, renforçant ainsi la sécurité des habitants d'Arnhem.»

**Jacqueline Laman**, *ministère néerlandais du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ex-coordinatrice du programme IRMA*  
[jacqueline.Laman@minvrom.nl](mailto:jacqueline.Laman@minvrom.nl)

## ESPACE ATLANTIQUE

## Sécurité maritime dans l'Atlantique



**Coût total:** 84 350 EUR  
**Contribution UE:** 48 920 EUR

«Le Comité de suivi du programme Interreg III B «espace Atlantique», auquel participent de nombreuses régions d'Espagne, de France, d'Irlande, du Portugal et du Royaume-Uni, a fait réaliser une étude sur la coopération transnationale dans le domaine de la sécurité maritime. Les experts, représentant les différents bassins maritimes de l'Union, ont travaillé sur les thèmes prioritaires du réseau à construire; les critères auxquels les projets devraient répondre pour qu'il y ait cohérence et complémentarité avec les missions des organismes internationaux, des États et des institutions européennes; les partenariats à bâtir afin que les projets apportent une réelle valeur ajoutée à la politique de sécurité maritime. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la préparation de la future période de programmation au cours de laquelle la prévention des risques et la dimension maritime seront des priorités.»

**Ronan McAdam**, *coordinateur du programme Interreg III B «espace Atlantique»*  
[interreg@cr-poitou-charentes.fr](mailto:interreg@cr-poitou-charentes.fr)  
[www.interreg-atlantique.org](http://www.interreg-atlantique.org)

## MER DU NORD

## Prévention des inondations



**Coût total:** 9 847 575 EUR  
**Contribution UE:** 4 923 788 EUR

«Les inondations sont un risque commun à la plupart des régions maritimes. Le projet "FLOWS" mobilise de nombreux acteurs de l'espace de coopération Interreg III B "mer du Nord" impliqués dans la protection et le développement durable des zones inondables. FLOWS associe les dimensions techniques et sociales de la prévention des inondations pour mieux intégrer cette prévention dans l'aménagement du territoire. Le projet doit déboucher sur une cartographie plus précise, de meilleures méthodes de simulation pour les inondations et l'utilisation du sol, la mise au point d'une signalisation des risques et la sensibilisation du grand public, des décideurs politiques et du monde des entreprises. Au Royaume-Uni, trois bâtiments de démonstration ont ainsi été choisis pour tester des procédés pouvant réduire les dégâts causés par les inondations.»

**Helen Elliott**, *chef de projet, Cambridgeshire County Council*  
[Helen.elliott@cambridgeshire.gov.uk](mailto:Helen.elliott@cambridgeshire.gov.uk)

## ESPACE ALPIN

## La géodésie au service de la prévention des risques



**Coût total:** 1 988 334 EUR  
**Contribution UE:** 974 167 EUR

«Le but du projet "ALPS-GPSQUAKENET" est de mettre en place un réseau transnational de géodésie ultra-performant basé sur des capteurs GPS (*global positioning system*) couvrant l'ensemble de l'espace alpin. D'une précision de l'ordre du millimètre par année, il s'agit du premier réseau géodésique transalpin. Il permettra d'utiliser à fond tout l'éventail des applications GPS: détermination des risques sismiques, météorologie, monitoring territorial, navigation, transports, cartographie, etc. Basé sur un partenariat associant spécialistes de la géodésie et utilisateurs finaux, le projet fournira une excellente plate-forme pour la formation croisée des acteurs régionaux et des jeunes scientifiques.»

**Abdelkrim Aoudia**, *chef de projet, université de Trieste*  
[aoudia@dst.units.it](mailto:aoudia@dst.units.it)

## Troisième Sommet européen des villes

## Rapprocher les villes d'Europe

**Maires, responsables d'organismes de revitalisation urbaine, représentants de communautés locales: ils étaient plus de 600 délégués de villes de tous les États membres à répondre à l'invitation de la Commission européenne et de la présidence néerlandaise de l'Union, organisateurs du troisième Sommet européen des villes, les 18 et 19 octobre 2004 à Noordwijk et à Leiden (Pays-Bas).**

Faisant suite à celui de Londres en 2002 et de Milan en 2003, le sommet de Noordwijk et de Leiden avait à son ordre du jour: les aspects urbains de la politique régionale européenne après 2006, les voies et moyens d'une coopération plus étroite pour le développement urbain à l'échelle communautaire, la présentation de nouvelles données sur les villes d'Europe (Audit urbain 2004) et enfin les «bonnes pratiques» des programmes URBAN et URBACT.

*nes révèle aussi la dimension politique de cet enjeu»; les maires et les élus locaux sont «le premier maillon de nos démocraties et le premier trait d'union avec nos concitoyens. (...) C'est dans cet esprit que le troisième rapport sur la cohésion a pour la première fois introduit l'idée que la politique de cohésion, outre ses dimensions sociale et économique, devait également comporter une dimension territoriale».* Les propositions de la Commission pour l'après-2006 prévoient, en mettant à profit l'expérience d'URBAN, de valoriser le rôle des villes dans les programmes de développement et de leur déléguer des responsabilités plus directes dans l'élaboration et la gestion de ces derniers.

Un nouveau site internet, dédié à l'Audit urbain, a été inauguré par le commissaire à l'occasion du sommet: <http://www.urbandaudit.org>

À consulter aussi, le site du réseau Urbact (<http://urbact.org>) et, pour URBAN II et les autres actions structurelles urbaines: [http://www.europa.eu.int/comm/regional\\_policy/themes/urban\\_fr.htm](http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/themes/urban_fr.htm)



■ Elisabeth Helander (DG Politique régionale)

### Paradoxes urbains

Les villes présentent des enjeux fortement paradoxaux. Principaux pôles de croissance économique et de création de richesses, de connaissances, de culture, de technologies, elles cumulent aussi des défis majeurs de la société d'aujourd'hui: congestion du trafic, pollution, dégradation du cadre de vie, exclusion sociale, violence urbaine et perte du sentiment d'identité collective.

C'est pour faire face à ces défis et valoriser le potentiel des villes que les Fonds structurels et de cohésion soutiennent un développement urbain durable. L'initiative communautaire URBAN, en particulier, est taillée sur mesure pour favoriser la revitalisation économique et sociale des quartiers en crise à travers une approche intégrée des problèmes urbains, un large partenariat et la participation des populations locales: 70 villes de l'Union bénéficient actuellement du programme URBAN II. S'y ajoute le programme Urbact qui diffuse l'expérience d'URBAN dans plus de 200 villes participant à une quinzaine de réseaux.

### Dimension politique, dimension territoriale

Comme l'a souligné lors du sommet le commissaire Jacques Barrot, «cette attention aux questions urbai-

### L'Audit urbain pour prendre le pouls des villes d'Europe

Le programme Audit urbain mis en place pour la période 2002-2005 concerne 258 villes de l'Europe des Vingt-cinq ainsi que de Bulgarie et de Roumanie, dont 123 villes de plus de 250 000 habitants et 135 villes de 50 000 à 250 000 habitants. Actuellement disponibles pour 189 villes de l'Europe des Vingt-cinq, les données s'étendront en 2005 aux nouveaux États membres. Les objectifs: fournir aux citoyens, aux autorités et autres acteurs du développement urbain un outil statistique permettant de comparer la situation des villes, de faciliter les échanges d'expériences, d'évaluer la qualité de la vie et d'améliorer les politiques urbaines.

L'Audit urbain couvre neuf domaines: démographie (âge, sexe, nationalité, ménages); aspects sociaux (logement, santé, criminalité); aspects économiques (emploi et revenu); citoyenneté (élections et administration locale); formation et éducation; environnement (climat, air, eaux, déchets); circulation et transports (y compris les accidents); société de l'information (implantation et utilisation des technologies); culture et loisirs (dont le tourisme).

À côté des statistiques «objectives», les enquêtes de satisfaction permettent aux décideurs d'être à l'écoute des citoyens et montrent les variations de l'opinion d'une ville à l'autre.



# REGIO & réseaux

## Les Fonds structurels dans votre pays et votre région

Le site Info regio offre désormais aux usagers la possibilité de trouver une information rapide sur les Fonds structurels dans leur pays et leur région par le biais d'une carte « cliquable » allant du niveau européen aux niveaux national et régional. Chaque niveau comporte des fiches imprimables de deux pages qui donnent un aperçu de l'action des Fonds, ainsi que des exemples de projets et les contacts utiles. Les niveaux national et régional sont disponibles en français et en anglais, ainsi que dans la (les) langue(s) officielle(s) du pays concerné. La fiche du niveau européen est disponible dans toutes les langues communautaires ainsi qu'en bulgare et en roumain.

[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/atlas/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/atlas/index_fr.htm)

## Bien gérer Interreg III A

La multiplicité des droits et procédures est source de difficultés pour les responsables des programmes transfrontaliers. Interact, un programme transeuropéen de mise en réseau des acteurs de la coopération, a été mis en place pour les aider dans leur mission. Dans ce cadre, l'Interact Point for Qualification organise, les 22 et 23 novembre à Bruxelles, deux séminaires pratiques sur Interreg III A. La documentation est disponible en anglais et en français.

<http://www.interact-eu.net>

## Rapport ESPON sur le développement territorial

ESPO, l'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen, a publié un rapport — «*ESPO in Progress*» («*ESPO en marche*») — qui présente les tendances et débats en cours en matière de développement territorial européen. Le document se fonde sur des extraits de rapports intermédiaires émanant de 16 groupes de projets transnationaux. Sont concernés 29 pays européens, dont les 25 États membres de l'UE, la Bulgarie et la Roumanie, ainsi que la Norvège et la Suisse. Les premiers résultats obtenus par ces projets ESPON fournissent des informations plus pointues sur la diversité territoriale de l'Europe, ses déséquilibres mais aussi ses potentiels de développement.

<http://www.espon.lu/online/documentation/programme/publications>

## Conférence des régions périphériques et maritimes

160 représentants de régions et d'États européens, du Parlement européen, de la Commission européenne, du Comité des régions et de la présidence néerlandaise de l'Union se sont réunis les 21 et 22 octobre à Taormina (Italie) à l'invitation de la région Sicile. Les régions membres de la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe (CRPM) et de l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) ont formulé leurs propositions quant aux nouveaux instruments communautaires de coopération territoriale. «*Les propositions de la Commission européenne pour la période 2007-2013 marquent une nouvelle ambition dans la lettre et dans l'esprit*», ont estimé ces régions, saluant notamment le fait que toutes les régions frontalières, terrestres et maritimes soient éligibles indépendamment des choix nationaux de délimitation des espaces.

[fanny.branchu@crpm.org](mailto:fanny.branchu@crpm.org)

## Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
2005	Le Fonds de solidarité de l'UE et la réponse immédiate aux catastrophes	Bruxelles (B)
3-4 mars 2005	La cohésion et l'agenda de Lisbonne: le rôle des régions	Bruxelles (B)
9-11 juin 2005	The Biennial of Towns and Town Planners 2005 (Biennale des villes et des urbanistes 2005)	Copenhague (DK)

# Dernières publications

## La cohésion au tournant de 2007



Résumé des propositions de la Commission européenne pour l'après-2007.

Disponible en 19 langues.

## Au service des régions



Édition 2004 revue et corrigée.

La politique régionale, ses enjeux et ses outils expliqués à chacun, «développeurs» et citoyens.

Disponible en 21 langues.

### <http://www.urbact.org>

Urbact met en réseau les villes et les quartiers caractérisés par un taux élevé de chômage, de délinquance et de pauvreté, et par un niveau insuffisant de services publics. Le site internet d'Urbact (en français et en anglais) constitue le lieu privilégié pour les échanges entre toutes les villes de l'Union, la présentation de l'analyse des expériences réalisées dans le cadre de l'initiative URBAN dont il est l'outil principal de capitalisation et de diffusion des résultats.



### <http://www.eira.org>

L'Association des régions industrielles européennes (EIRA) est née en mai 2002 de la fusion de RETI (Régions européennes de technologie industrielle) et de CASTER (Conference and association of steel territories). EIRA compte actuellement 29 régions membres dans 9 pays d'Europe. Ces régions ont travaillé à la diversification de leurs économies en encourageant la dynamique locale et en attirant de nouveaux investissements. Leur site internet (en anglais, en espagnol, en français et en italien) vise à faire partager leur expérience de la reconversion industrielle et de la coopération en réseau.



### <http://www.ecoport.com>

Le réseau «EcoPorts» vise à favoriser une gestion des ports respectueuse de l'environnement et à faciliter l'application des directives communautaires concernant les zones portuaires. Afin de stimuler les échanges, les coopérations, la dissémination des résultats et l'élaboration d'outils en commun, «EcoPorts» comporte un projet spécifique, «EcoNET 2006», soutenu dans le cadre d'Interreg III C.



### <http://www.managenergy.net>

L'initiative «Managenergy» a pour objectif de favoriser la coopération entre acteurs locaux et régionaux des secteurs de l'énergie et des transports. Il s'agit de faciliter le transfert de bonnes pratiques sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport «propre». Son site internet (en 4 et – partiellement – 20 langues de l'Union) fournit ainsi une information détaillée sur la législation liée aux deux secteurs, sur les programmes et les possibilités de financement, les événements et débats en cours, ainsi que les coordonnées de nombreux partenaires potentiels dans une cinquantaine de pays à travers le monde.



#### Site web Inforegio

Le site web Inforegio fournit un aperçu complet de la politique régionale européenne. Pour les dernières informations, consultez la section «Newsroom»:

[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/newsroom/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/newsroom/index_fr.htm)

Commission européenne  
Direction générale de la politique régionale  
Unité 01 – «Information et communication»  
Thierry Daman  
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles  
Fax (32-2) 296 60 03  
E-mail: [regio-info@cec.eu.int](mailto:regio-info@cec.eu.int)  
Internet: [http://europa.eu.int/comm/dgs/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm)

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne  
[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm)

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2004  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications

[Publications.eu.int](http://Publications.eu.int)